

---

# CONTRE LE CPE ET SON MONDE

---

*Notes sur le mouvement  
dit anti-CPE en Avignon*

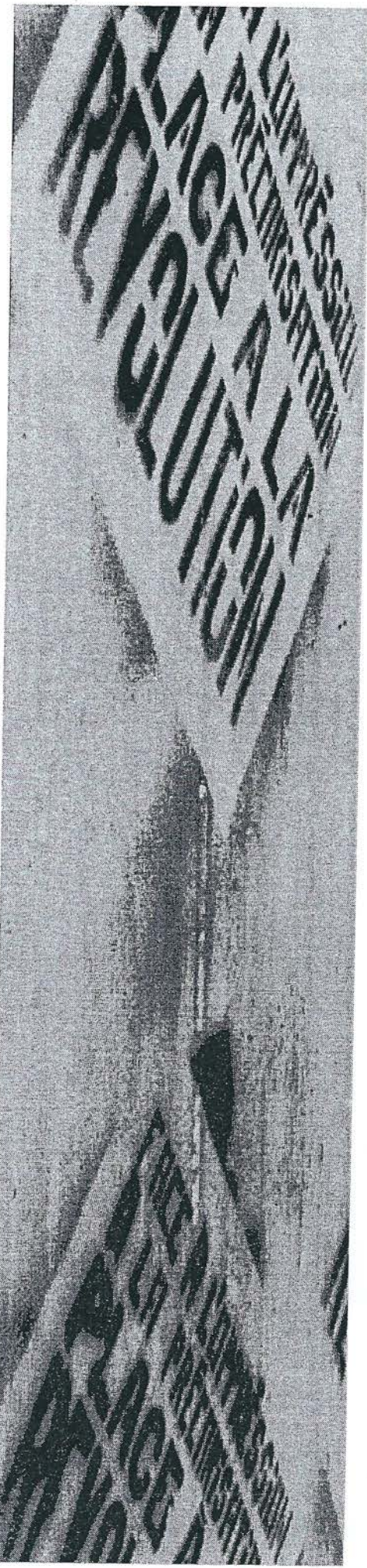


---

Editions Imposables  
Avignon, Juin 2006

---





*Cette brochure est une première tentative de retour critique et réflexif sur le récent mouvement dit anti-CPE en Avignon, quelques notes pour essayer d'un peu mieux comprendre ce que nous avons vécu et créé durant ces semaines, de tirer un bilan, des enseignements (ce qui est d'autant plus important en cette période de reflux consommé).*

*Cette brochure s'adresse à tous ceux qui s'interrogent sur la lutte dite anti-CPE, ses aspects locaux, leurs différences et points communs etc. Il nous paraît intéressant de décrire le mouvement avignonnais, de nous questionner à son propos. S'il n'a pas eu l'ampleur ou la radicalité de certaines grandes villes, il représente une exception notable et bien surprenante dans l'histoire d'une petite ville « de province » comme Avignon, plus habituée à une morne somnolence... Il s'est donc passé quelque chose.*

*Cette brochure s'adresse aussi aux acteurs des événements décrits dans ces pages, à ceux que nous sommes heureux d'avoir rencontré dans la lutte et même aux autres. La description du mouvement n'est dans ce cas pas inutile non plus, car il est bien difficile d'avoir une vue d'ensemble. On ne trouvera donc ici ni La vérité, ni une analyse figée qui se voudrait définitive, mais juste un point de vue, inévitablement subjectif, les interrogations et questionnements de quelques individus qui ont participé à cette lutte.*

*Des erreurs factuelles ou d'interprétation peuplent sans doute ces textes, il ne tient qu'aux lecteurs de les corriger. Toutes les contributions seront donc les bienvenues : réponses, textes, rectificatifs, commentaires etc. elles pourraient permettre une seconde édition fortement revue, corrigée et augmentée.*

Les Editions ImpossibleS

## Sommaire :

Notes sur le mouvement dit anti-CPE en Avignon.....	p.3
A/ L'Auto-organisation .....	p. 5
B/ Etendre la lutte .....	p. 8
C/ Dans l'action .....	p. 10
D/ Pour quoi faire? .....	p. 13
Tentative de chronologie de la lutte dite anti-CPE en Vaucluse .....	p. 16
<i>Annexes:</i>	
« Vision du mouvement anti-CPE depuis Avignon » (un étudiant en 4 <sup>e</sup> ) .....	p. 26
« Réponses d'une étudiante d'Avignon » .....	p. 27
Tracts:	
- « CPE ou CDI, c'est toujours le STO » (les <i>IncivilEs</i> , 16 mars, recto) .....	p. 31
- « Ni CPE, ni CDI! » (les <i>IncivilEs</i> , 16 mars, verso) .....	p. 32
- « Des Sorbonnes partout! » (les <i>IncivilEs</i> , 18 mars) .....	p. 33
- « Le CPE est mort, à qui le tour? » ( <i>Comité pour Répandre l'Anarchie et Vivre le Communisme</i> , 28 mars) .....	p. 34
- « Ni négociation, ni amélioration, demain matin tous en grève! » ( <i>Quelques travailleurs, précaires et chômeurs</i> , 4 avril) .....	p. 34
- « 2007? Non merci! » ( <i>Brigade d'Intervention pour la Communisation et l'anarchie</i> , 1er mai).....	p. 35
« Anti -CPE : quelques questions en débat » (anonyme, <i>Meeting</i> ).....	p. 36
Textes et articles sur le mouvement dit anti-CPE .....	p. 39



A vertical black and white photograph of a street. The walls on both sides are covered in repeating text, likely a political slogan or advertisement. The text is oriented vertically and appears to be 'LE LUTTE CONTRE LA PRESSION' or similar. The perspective is looking down the street, creating a sense of depth.

**Contre le CPE**  
**et son MONDE**



# Notes sur le mouvement dit anti-CPE en Avignon



Avignon est une petite ville triste avec une petite fac triste de 8 000 étudiants (dont environ 3 000 en Droit). En ville, comme sur le campus, il ne se passe pas grand chose.

Depuis 1995, il n'y a eu véritablement que les grèves de 2003 pour mettre un peu d'animation là-dedans<sup>1</sup> (mouvement marqué par l'auto-organisation d'un certain nombre de personnels de l'Education nationale au sein d'un collectif centré sur l'action : blocages d'établissements, occupations). Les étudiants s'étaient alors contentés de jouer du djembé et de camper sur les pelouses de la fac dans le plus médiocre des citoyennismes.

Les premières semaines de mobilisation « contre le CPE » semblaient vouloir confirmer cette règle désespérante, mais il n'en fut rien, la lutte prit un caractère différent, assez surprenant et bien plus radical (en paroles tout comme en actes).

Le mouvement est initié dès janvier par des étudiants de STAPS (Sport) qui dénoncent la réduction du nombre de poste au CAPES<sup>2</sup>, les AG ne réunissaient alors guère plus de 50 personnes. A partir de février, des organisations dites de jeunesse et dites de gauche, réunies dans un « Collectif Stop CPE 84 » (UNEF, UNL, MJS, SUD-étudiants et jeunes LCR)<sup>3</sup>, entrent dans la danse.

L'UNEF (une dizaine d'adhérents presque tous au MJS) semble hégémonique sur la scène ; son leader, Amine El Khatmi<sup>4</sup>, une caricature de politicien, est quasiment seul à parler lors des talk-shows (avec un présentateur, du public, des applaudissements à la demande...) qui portent le nom d'AG ; une poignée de militants de SUD, pour la plupart adhérents à la LCR, se chargeant d'une sorte de respectueuse opposition au ton alternatif<sup>5</sup>.

Pendant un mois, le mouvement semble avoir du mal à démarrer et l'UNEF encadre assez bien les étudiants et les premiers lycéens qui se mobilisent<sup>6</sup>. Ce n'est qu'en mars que la lutte prend une autre ampleur avec l'implication croissante d'étudiants n'appartenant à aucune organisation. Une certaine timidité, une inexpérience politique (ou des luttes), la difficulté de s'opposer publiquement à la machine bien huilée que semble être l'UNEF, ou le fait que l'opposition à ce syndicat soit elle-même formalisée et « représentée » par une seconde organisation qui se présente comme « différente » (SUD), ont pu être un frein pour beaucoup... mais les premières

semaines de mobilisation permettent de vaincre ces obstacles, de discuter, de prendre de l'assurance, de rompre l'isolement, de nouer des complicités... L'UNEF peine alors à imposer ses orientations stratégiques et son leader fait de moins en moins l'unanimité. Elle perd complètement le contrôle de la situation le 7 mars lorsque, malgré sa vive opposition, l'AG étudiante décide de l'occupation de la fac. L'UNEF se place alors en retrait, puis disparaît quasiment (elle ne distribue par exemple plus aucun tract), ses militants retournant progressivement en cours<sup>7</sup>. Ceux

de SUD, perdant du coup leur « rôle » d'opposants, n'ont d'autre choix que de se fondre dans la base (leur faible nombre et le caractère très autonome et anti-syndical que prend alors leur interdit toute tentative d'en prendre la direction).

A partir de ce moment, le mouvement prend un nouveau tournant (un moment charnière autour des



Blocage du portail de la fac d'Avignon

23-27 mars) qui ne s'explique pas par le simple remplacement d'étudiants « social-démocrates » par des « radicaux » cachés jusque-là (bien que les étudiants les plus impliqués n'aient pas toujours été les mêmes, et que des « mous » et « pacifistes » aient

<sup>1</sup> Voir la brochure diffusée par les Incivils, *Les Grèves de mai-juin 2003 en Avignon, textes, tracts et documents*, Avignon, novembre 2003, 48 p.

<sup>2</sup> Se reporter à la tentative de chronologie p. 16.

<sup>3</sup> Version locale du « Collectif des organisations de jeunesse » contre le CPE qui depuis janvier regroupait au niveau national UNEF, FIDL, UNL, CGT-jeunes, UEC, SUD-étudiants et JCR. Collectif qui s'opposa au mot d'ordre de grève dans les universités lancé par l'AG parisienne du 7 février. En février, fut aussi créé un « Collectif Riposte » qui regroupait onze organisations dites de gauche dont le PS, PCF, PRG, les Verts, MRC et la LCR (cette dernière se déclarant « toujours prête à l'unité d'action de toute la gauche sociale et politique

contre la droite et le gouvernement »).

<sup>4</sup> Amine El Khatmi, 18 ans, étudiant en première année de Droit, porte parole de l'UNEF (ancien responsable de l'UNL et star du mouvement de 2005 contre Fillon, déjà remarqué en 2003), secrétaire général du MJS de Vaucluse, protégé de la conseillère régionale Cécile Helle (courant NPS). Intarissable mélange entre un politicien de la IIIème République (pour le discours) et un présentateur télé (pour le style). Un reportage de l'émission *Strip-tease* lui a été consacré (diffusé le 25 juin 2006 sur France 3).

<sup>5</sup> Avant de constituer leur « Collectif Stop CPE 84 » les acteurs du champs politique local entretenaient des relations pour le moins polies, et des réunions de



disparu de la scène). Beaucoup d'étudiants ont progressivement pris en main leur lutte et par ce fait ont personnellement et collectivement évolué. Nombre d'entre eux ont mené des actions qu'ils n'auraient jamais imaginé réaliser, ou ne serait-ce qu'approuver, quelques semaines plus tôt.

La transformation que va subir le mouvement est donc avant tout celle de ses protagonistes et, en premier lieu, celle des étudiants qui n'étaient membres d'aucune organisation, qui étaient en questionnement, en recherche, pas formatés et qui ont donné à la lutte son dynamisme et son énergie. Les étudiants et leurs complices n'ont pas été changés en révoltés par les tracts qui leur ont été distribués ; ils ont profité du temps que leur libérait la grève, du nouveau contexte qu'ils créaient eux-même, pour agir et réfléchir, « *et réfléchir, on avait que ça à foutre toute la journée* »<sup>8</sup> ; c'est cette situation qui les a transformé et qu'ils ont transformé. C'est dans la lutte qu'est venue cette conscience<sup>9</sup>.

Le mouvement, cherchant à s'auto-organiser, va en un mois évoluer de manière assez paradoxale : il y a comme un décalage entre la forme « *social-démocrate* » ou « *bureaucratique-démocratique* » très chiantie que conserve le mouvement (les AG où « *putain on s'fait chier* », les actions symboliques bidon), son enfermement dans un cadre de fait « *étudiant* », et ses acteurs qui, se radicalisant, cherchent (plus ou moins consciemment) à dépasser cette situation sans véritablement y parvenir.

## A/ L'AUTO-ORGANISATION

Jusqu'alors dirigée et organisée par un quarteron de syndicalistes, la lutte est, à partir de mars, prise en main par les étudiants eux-mêmes, sans pour autant sombrer dans un formalisme de substitution inutile. Il n'y a donc pas eu l'élection d'un comité, d'un Bureau et/ou de délégués, pas même selon la formule « *élus et révocables* ». Les commissions « *de travail* » mises en place au début de l'occupation, (commissions presse, tracts, actions<sup>10</sup>, logistique, relation avec les lycéens... quelques personnes permanentes auxquelles pouvaient se joindre tous ceux qui le souhaitaient)<sup>11</sup> ont en général assez mal ou pas fonctionné et presque tout se faisait à la dernière minute.

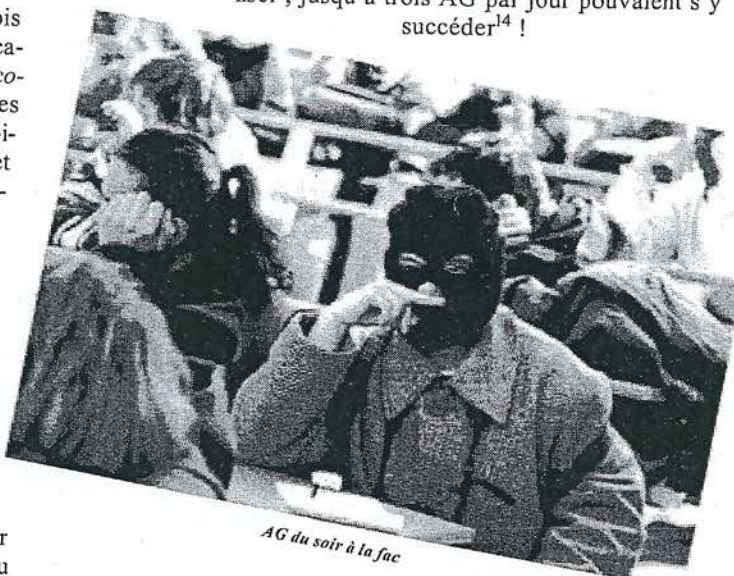
Le fonctionnement quotidien reposait essentiellement sur la confiance, la complicité que permettait la lutte et l'occupation<sup>12</sup> (la petite taille de l'université d'Avignon a peut-être favorisé

cela) ; tout se décidait de manière collective, les tâches étaient le plus souvent assumées de façon collégiale<sup>13</sup>. Il n'y eu pas non plus d'apparition de leader ou de « *petits chefs* » (même si certains, s'exprimant plus aisément que d'autres et du coup peut-être plus, pouvaient apparaître comme tel).

A signaler également la création d'une BIC (Brigade d'Intervention Clownesque) qui a mené diverses actions de manière autonome (comme le nettoyage de la mairie à coups de brosse à dents).

Cette auto-organisation est avant tout structurée autour de l'AG qui décide après débat (alors qu'au début il ne s'agissait que d'applaudir aux décisions de l'UNEF) et qui, déclarée « *souveraine* » (qui n'est subordonnée à personnes), a théoriquement seule un pouvoir décisionnel.

Et les AG ne vont pas manquer à la fac d'Avignon... leur épuisante succession, entraînant aussi une routine propre à démobiliser ; jusqu'à trois AG par jour pouvaient s'y succéder<sup>14</sup> !



AG du soir à la fac

### L'AG « ETUDIANTE »

Durant tout le mouvement, elle se tenait quotidiennement en milieu de journée.

Elle était en principe réservée aux étudiants qui tous avaient le droit d'y participer et de prendre la parole, y compris les militants de l'UNI (!)<sup>15</sup>. Malgré la participation régulière de lycéens et la décision de l'AG du 13 mars d'accepter le vote des non-étudiants, elle est restée l'AG « *étudiante* » et, lorsque la situation était critique, seuls les possesseurs d'une carte d'étudiant de la fac d'Avignon pouvaient voter... Le mouvement n'a pas

travail et discussions avaient lieu entre représentants des organisations dite de jeunesse de la soit-disant gauche (MJS, UNL, UNEF, SUD-étudiants, jeunes LCR...).

<sup>6</sup> Les militants pouvaient alors déclarer : « *nous devons éviter de nous épuiser avec des AG toutes les semaines* » (réunion du Collectif, 11/02/06).

<sup>7</sup> Mais l'UNEF (son porte-parole Amine El Khatmi et son président Guilhem Vallès) est toujours présente pour les journalistes et les photographes, lors des réunions intersyndicales, les manifs traîne-savates, etc.

<sup>8</sup> Entretien dans un bistrot avec N., étudiant bloqueur, 15/05/06.

<sup>9</sup> Il n'a pas été nécessaire de l'apporter de l'extérieur, de venir les « *conscientiser* » (contrairement à ce que croient certains qui ont bien essayé de refourguer leur prêche inutile et qui ont ensuite proposé aux étudiants d'aller « *conscientiser* » les ouvriers ou les jeunes des banlieues).

<sup>10</sup> La commission « *actions* » n'était pas chargée de faire les actions, mais de les imaginer, d'assurer les repérages, de trouver le matériel nécessaire etc.

<sup>11</sup> L'autoproclamée « *commission ménage* » a été rapidement dissoute et une relative hygiène a été assurée collectivement.

<sup>12</sup> Pas toujours évident non plus car beaucoup de monde passait sur le campus et l'on craignait le noyautage politique, les flics, les taupes anti-bloqueuses...

<sup>13</sup> Le mot « *auto-organisation* » n'a quasiment jamais été prononcé pendant le mouvement. Seule exception notable le 2 février, lorsqu'une militante de SUD proposa à l'AG de « *s'auto-organiser* », de créer des « *commissions de travail* » et que « *syndiqués et non-syndiqués* » élaborent ensemble des tracts... Amine (qui n'avait concédé le micro qu'un instant) intervint aussitôt pour rassurer les étudiants sur un ton paternaliste sympa : « *Ne vous inquiétez pas ! Pour l'organisation, il n'y a pas de problème, tout est prêt, le tract pour mardi est déjà prêt !* ». Dans l'AG tout le monde semblait rassuré.

C'est le rôle classique du syndicaliste alternatif que d'appeler la base s'auto-organiser même si par là même il dévoile sa propre inanité ; dans ce cas, c'était aussi la seule manière d'attaquer l'hégémonie de l'UNEF.

<sup>14</sup> Une « *étudiante* », une « *interpro* » (voir ci dessous p. 9), et une des occupants... cela dénote plus un problème théorique qu'organisationnel.

<sup>15</sup> Si cela semble être une nouveauté en région parisienne, cette pratique était déjà courante à la fac d'Avignon en 2003 et on en trouve déjà les prémices en 1995.

<sup>16</sup> Une partie des indifférents se réveilla lorsque sa tranquillité fût atteinte par le blocage de la fac (tout au plus une centaine d'étudiants formant la masse des « *anti-bloqueurs* » et encadrée par les « *apolitiques* » de l'UNI).



## Fiche pratique de Mobilisation CONFIDENTIELLE du syndicat étudiant UNEF

**Comment préparer une AG :** ATTENTION : le nombre de personnes présentes à la 1ère AG dépend du nombre de personnes que vous aurez appelé et donc de votre nombre de pétitions avec n° de tel. En gros si vous rappelez efficacement 1500 personnes vous aurez 150 personnes à l'AG donc pas de précipitation une AG se prépare ! De même si vous avez plusieurs facs, n'hésitez pas à centrer sur une seule pour après étendre le mouvement !

**Comment organiser une assemblée générale :** Les différents éléments d'une AG : -la tribune -l'ordre du jour - l'assemblée en elle-même. C'est éléments ont une importance différente en fonction des autres forces présentes. Ils varieront donc en fonction (gauchistes veulent être ou non à la tribune, autres mobilisation qui se font en parallèles)

**La tribune :** Il faut donc absolument que l'UNEF y soit représentée et même majoritaire si possible.

**Le président de séance :** le mieux c'est que ce soit la personne de l'UNEF. Il est fondamental que cette personne sache s'imposer, qu'elle est un sens " politique " de la situation, qu'elle sache où elle veut arriver à la fin de l'AG, qu'elle connaisse parfaitement la tête de toutes les autres forces, qu'elle soit assez intelligente pour gérer une liste d'inscrits. (Limiter dès le début le temps d'intervention pour tous et intercaler un mec UNEF et autres forces mais sans que cela soit visible)

Pour aider, le camarade qui tient la présidence, faire intervenir les camarades pour que l'UNEF ou des proches UNEF interviennent dans notre sens, aller parler aux gauchistes ou droitiers pour les occuper et minimiser leur prise de parole, gérer tout événement perturbateur puisque celui qui est à la tribune ne peut pas le faire.

Il faut aussi un camarade qui soit en charge spécifiquement de faire passer une feuille de présence pour récupérer les coordonnées. Il ne doit pas quitter la feuille des yeux et la récupérer obligatoirement à la fin. Ces contacts sont la chose la plus précieuse de l'AG.

**L'assemblée générale :** Attention, les gauchistes vont vouloir voter la grève le plus tôt possible. Lorsqu'on vote la grève il faut pour voir l'organiser, donc il faut que l'AG soit massive. On ne vote pas la grève à 50 ni même à 300. Une prochaine fiche arrivera sur la gestion de la grève.

**Conseils pratiques pour organiser des commissions et des AG massives :** Dans l'idéal la commission presse ne doit pas exister et c'est l'UNEF qui doit gérer cela mais si insistance bien mettre un mec de l'UNEF dans cette commission. Surtout ne jamais donner le fichier presse de l'UNEF à qui que ce soit, seul le président ou le responsable presse doit l'avoir.

**Commission Action :** Elle propose au comité de mobilisation des actions (manifestations, occupations, événements artistiques) qui seront ensuite votées par l'AG, et les organise. Cette commission s'occupe donc de plusieurs groupes de travail : - Confection de banderoles, pancartes - Commission chants / slogans - Service d'ordre et parcours des manifs. C'est la commission dans laquelle s'investissent le plus les gauchistes : il faut donc la blinder pour ne pas se retrouver avec des occupations toutes les 3 secondes

**Caisse de mobilisation :** Composée si possible d'un militant de l'UNEF et d'un étudiant lambda (ce qui empêche que l'on accuse l'UNEF de quoi que ce soit), elle s'occupe de récupérer de l'argent pour la grève, et d'autoriser les dépenses. Elle rend des comptes au comité de mobilisation

### Quelques conseils pratiques supplémentaires

Si il y a d'autres forces, l'UNEF se met à disposition du mouvement et des étudiants quand elle estime que les revendications sont aussi les siennes. Pas la peine d'apparaître en tant qu'UNEF absolument (autocollants), les étudiants savent que vous êtes à l'UNEF. Par contre les militants de l'UNEF doivent être toujours présents, faire des propositions.

Les AG doivent débattre du CPE et pas de toutes les réformes gouvernementales ou du bonheur sur la terre, il faut axer nos interventions sur ce qui touche les étudiants.

Il faut donc voter des appels courts uniquement sur le CPE. S'il y a d'autres revendications, il faut les voter à part. L'argument pour ne jamais élargir les mots d'ordre c'est de rester sur le plus petit dénominateur commun qui fait l'unité de tous : le retrait du CPE.

Si certains s'amuse à taper sur l'UNEF, il faut en appeler à l'unité pour le retrait du CPE

*Texte qui a beaucoup circulé sur le net début mars.*

réussi à se débarrasser de cette vision estudiantine sclérosante qui l'a paralysé.

La majorité des étudiants était totalement indifférente<sup>16</sup> à la lutte en cours, mais les AG réunissaient plusieurs centaines d'entre eux (l'amphi de 600 places était toujours plein à partir de la mi-mars avec parfois des pointes à 800 et, à deux reprises, plus d'un millier d'étudiants). La plupart des présents soutenaient le mouvement mais n'y participaient qu'indirectement, se contentant d'assister aux AG, de donner leur avis, de s'informer ; seule une partie d'entre eux (2 à 300 ?) se joignaient également aux manifestations, mais n'étaient généralement pas là lors des actions, *déléguant* cette tâche aux *actifs*.

*« Il va maintenant falloir s'organiser, et convaincre ceux qui ont voté pour le blocage de rallier le mouvement »*

Un étudiant bloqueur, *La Provence*, 21 mars 2006

Le mouvement avait besoin de la masse des étudiants *passifs*, aussi fallait-il « faire » des AG pour « mobiliser les étudiants », c'est-à-dire conserver le lien qu'elles représentaient<sup>17</sup>.

Cette situation entraînait la question récurrente et pesante de la légitimité de l'AG et de celle du mouvement : Est-ce que notre action est juste, justifiée, fondée, est-ce que nous avons le droit de le faire ?

Mais, est-ce qu'il fallait des AG « étudiantes » pour être légitimes ? Ou bien, est-ce justement parce qu'il y avait des AG « étudiantes » qu'il fallait obligatoirement être légitimes ?

Si les étudiants clamaient haut et fort légitimité et la souveraineté des AG, ils n'en semblaient pas vraiment convaincues puisqu'ils décidèrent à deux reprises de l'organisation de votes à bulletins secrets en collaboration avec l'administration.

L'ordre du jour était en général établi à l'avance par les « actifs », mais soumis par vote à l'approbation de l'AG où à une éventuelle modification. Les débats lors de ces AG furent complètement stériles, inintéressants et chiants, revenant sans cesse sur les mêmes questions : la représentativité ou la légitimité de l'AG et du mouvement, le CPE, le blocage de la fac etc.

C'est lors de l'AG « étudiante », organe *représentatif*, que tous les étudiants, y compris ceux qui ne participaient pas à la lutte et ceux qui s'y opposaient, qu'étaient discutés et votés les grandes orientations du mouvement, les choix stratégiques et tactiques, les revendications, les formes d'actions ! Une situation paradoxale, une contradiction qui se devait d'être résolue.

<sup>17</sup> Le blocage total de la fac a peut-être été une erreur tactique puisqu'il a brisé ce lien, enfermant les seuls actifs sur le campus sans véritable contact (autre qu'à travers les grilles) avec les passifs.



## L'AG « DU SOIR », VERS L'AG DE LUTTE

Dans la fac occupée avait également lieu tous les soirs une AG réunissant les *actifs*, les « *occupants* » ou « *bloqueurs* » : c'est à dire ceux qui dormaient là, et tous ceux qui passaient leurs journées à la fac, soit 80 à 100 personnes au plus fort du mouvement, des étudiants mais aussi des lycéens, des chômeurs et précaires (catégories qui alors n'avaient plus guère de sens, voir plus bas p. 8).

C'est là que généralement étaient discutées et votées les actions du lendemain. Les débats n'y étaient que rarement plus intéressants qu'en « *AG étudiante* » et beaucoup de temps était perdu dans l'interminable résolution de points techniques. Les discussions et débats informels qui avaient lieu autour de cette AG et d'une « *bonne* » bière, en petits groupes, étaient elles beaucoup



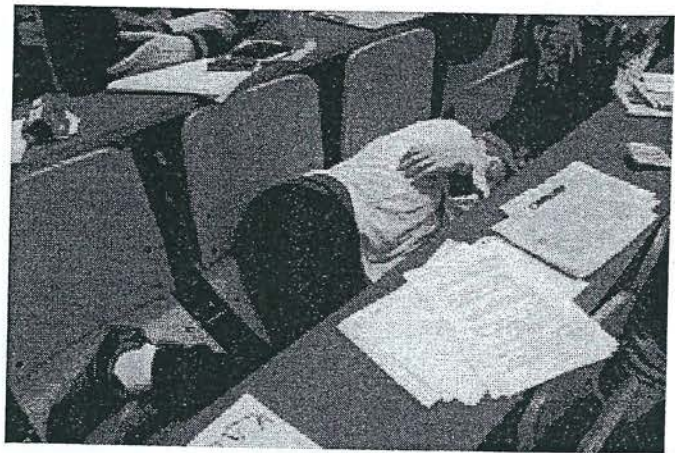
Délégués avignonnais à la Coordination de Lille

plus riches (sur le mouvement, l'analyse politique de la situation, le problème des organisations, la stratégie à mettre en œuvre...).

Avec le temps, l'AG du soir est devenue de plus en plus autonome, s'investissant d'un pouvoir de décision, évoluant de la réunion technique à l'organe de lutte, celui des grévistes, des personnes actives dans la lutte (qu'elles soient étudiantes ou pas) qui décident eux-mêmes de la manière dont doit être conduit le mouvement. C'est elle qui est devenue le véritable moteur de la lutte.

Très rapidement les tracts réalisés par la « *commission tracts* » (ouverte à tous les *actifs*)<sup>18</sup> ne sont plus ceux des étudiants d'Avignon, mais sont signés des « *occupants de la fac* »<sup>19</sup>.

Le blocage de la fac par les occupants (27 mars) alors que devait y avoir lieu un vote à bulletin secret sur la reprise du blocage (suite à la décision d'une AG précédente) fût un épisode bien significatif : moment clef où s'amorce la rupture avec le caractère bureaucratique-démocratique qui dominait jusqu'alors dans le fonctionnement, les actions, les comportements... « *Nous n'avons plus nos preuves à faire et surtout plus de temps à perdre* » expliquaient alors les occupants<sup>20</sup>.



Délégué avignonnais à la Coordination de Lille

Les problèmes de légitimité, de formalisme démocratique, de votes à répétition auxquels était suspendu le mouvement, ne se posaient plus pour l'AG « *du soir* ». On se rendait compte que l'on pouvait aussi bien faire des choses sans forcément attendre l'aval épuisant de tou-te-s.

## SUR LA COORDINATION NATIONALE

A partir de mars, (Poitiers les 11 et 12), la fac d'Avignon va envoyer des délégués à chaque Coordination nationale étudiante (délégués au départ désignés en AG « *étudiante* », puis choisis parmi les étudiants occupants)<sup>21</sup>.

A chaque retour, les délégués émirent de nombreuses critiques sur la bureaucratisation de la Coordination, les heures de débats et de votes qui ne servaient à rien, sur une Coord qui ne coordonnait pas grand chose (si ce n'est des journées d'actions nationales) et n'était qu'un reflet formel, syndical, du mouvement réel<sup>22</sup>. Elle permettait « *au moins* » pour certains « *de ne pas laisser le champs libre à l'UNEF* », mais les enjeux et affrontements politiques en son sein (entre UNEF, LCR, LO etc.) n'ont pas vraiment intéressé les Avignonnais, ou leur ont paru trop obscurs. L'envoi de délégués, n'a pourtant jamais été remis en cause car les Coordinations permettaient de rencontrer d'autres étudiants, d'apprendre, de s'informer, d'échanger des trucs, des techniques (on évoquait son caractère « *formateur* »).

Face à cette situation, des projets de réseau d'entraide et de contact semblent s'être amorcés : des coordinations (ni parallèles ni concurrentes) centrées sur l'activité, comme la tentative de création d'une « *Coord Grand Sud* » embureaucratisée dès le départ (en plus, la plage était froide).

<sup>18</sup> Une « *commission tract* » fût ainsi constituée pour un soir d'un ex-ouvrier agricole, un chômeur professionnel et une étudiante en Droit.

<sup>19</sup> Signature utilisée au moins à partir du 12 mars (tract « *Pourquoi l'occupation de l'UAPV ?* »). Un tract du 8 mars qui évoque la tentative d'occupation de la veille est alors signé « *Collectif étudiant anti-CPE et SUD-étudiants* ».

<sup>20</sup> Affiche sur le portail de la fac bloquée, lundi 27 mars 2006.

<sup>21</sup> Avignon a aussi envoyé un délégué « *précaire* » à la Coordination de Dijon (18-20 mars).

<sup>22</sup> « *Sa face syndicale, bien lisse, bien propre, bien claire, bien crédible* » Cf. Kamo, « *Mais où est passé le mouvement réel ?* » (Compte-rendu. Politique,

critique et subjectif d'un mandat de la Sorbonne au sujet de la Coordination Nationale Etudiante s'étant tenue à Aix-en-Provence les 25 et 26 mars 2006). « *Il y a déjà deux sortes d'auto-organisation. L'auto-organisation spontanée, basique, non formalisée, entre gens qui se connaissent (notre moteur se sont les relations amicales) ne veut pas sa conséquence : le passage à un niveau supérieur qui lui apparaît toujours comme une manipulation parce que, maintenant, elle l'est forcément. Ce que l'on est ne peut que s'objectiver et ne plus être ce qui fait que l'on est en lutte.* » Cf. Henri Martin, « *Le Point de rupture de la revendication* », mars 2006 sur <http://meeting.senoneveero.net>.



## B/ ENTENDRE LA LUTTE

### VERS LES TRAVAILLEURS ?

Les étudiants qui se sont mobilisés ne l'ont pas fait sur une question corporatiste (comme par exemple une énième réforme universitaire), mais en tant que futurs travailleurs, contre une mesure concernant le monde du travail (un nouveau type de contrat)<sup>23</sup>. Il n'est donc pas étonnant qu'un de leurs objectifs, presque leur leitmotiv, ait été la jonction avec les travailleurs, non pas pour demander leur « soutien », mais parce que cette lutte était aussi la leur. La volonté de dépasser le catégoriel étudiant était donc bien réelle et inévitable.

Dès les premiers jours de la lutte, dans l'occupation de la fac, dans les discussions et les actions, les étudiants ont été rejoints par d'autres jeunes, pas tous scolarisés : des étudiants avignonnais d'autres facs, des étudiants en écoles de musique ou aux Beaux Arts, des lycéens, des chômeurs et travailleurs précaires (du cuisinier à l'ouvrier agricole), des apprentis, parfois des salariés... Mais il est difficile de dire quelle proportion des occupants ils représentaient<sup>24</sup>.

L'administration de la fac l'avait bien compris et tentait régulièrement d'intimider les occupants : vérifications des cartes à l'entrée par des vigiles, menaces de procéder à des vérifications à l'intérieur et de faire expulser par les vigiles les occupants qui n'auraient pas leur carte d'étudiant (mais il avait été décidé que dans ce cas personne n'en aurait)<sup>25</sup>. Que les tracts « étudiants » d'Avignon aient été signés par « les Occupants de la fac » n'est donc pas anodin. S'il y eu des flottements quant à la participation de non-étudiants aux AG « étudiantes » où à leur entrée à la fin de certaines manifestations<sup>26</sup> (ce qui ne fit pas l'unanimité chez les étudiants), il ne semble pas qu'il y en ait eu en ce qui concerne leur présence sur le campus occupé. Le soir, du cadre étudiantin, ne restait guère que les murs de la fac, il n'y avait plus de différences entre catégories, il n'y avait plus que des personnes en lutte.

Dans l'esprit des occupants, il était bien clair que la rencontre et la discussion avec les travailleurs ne pouvait passer par les organisations syndicales. D'où les multiples opérations de tractage aux portes des entreprises et usines (SNCF, Poste, Electro-Réfractaire<sup>27</sup>...) afin d'expliquer quel était réellement le mouvement en cours (contre les mensonges des médias), mais aussi l'attention portée aux luttes en cours dans les boîtes (ainsi le 30 mars, une délégation d'occupants se rend à l'AG de l'usine de gélatine Rousselot à l'Isle-sur-Sorgue en grève depuis le 27 mars pour cause de plan social).

Il y avait aussi la conscience qu'une victoire ne pouvait venir que de la mobilisation des salariés, qu'avec eux il était possible d'aller « plus loin », qu'il fallait discuter à la base (même s'il semblait toujours nécessaire de faire pression sur les directions syndicales, sur les bureaucraties...).

### VERS LES « QUARTIERS »

Aller « vers les quartier » a aussi été une constante (tractages sur les marchés de la Rocade ou de Monclar), une rencontre qui ne s'est esquissée que dans le contact avec les élèves des LP de la ville qui étaient très présents lors des manifs et fréquentaient parfois la fac occupée.

L'une des premières AG étudiantes d'Avignon (14 mars) avait adopté une motion demandant l'amnistie des émeutiers de novembre 2005 (dans un amphi de 500 personnes) l'idée était loin de faire l'unanimité : le thème abordé lors de discussions entraînait des débats entre ceux qui n'y voyaient que de la casse gratuite, de la délinquance et ceux qui y voyaient une révolte sociale dont le mouvement dit anti-CPE était une autre expression. Il y a eu parmi les occupants une évolution très nette sur cette question, et « l'amnistie des émeutiers de novembre » a progressivement fait partie des revendications mises en avant dans les tracts des occupants<sup>28</sup>.



La Brigade d'Intervention clownesque d'Avignon

### LA CRITIQUE DES SYNDICATS

Le mouvement avignonnais se caractérisait par une belle allergie aux syndicats. Si les premières tentatives de mobilisation furent l'œuvre de l'UNEF, la lutte ne prit de l'ampleur que dans la confrontation de deux logiques, celle du syndicat et celle du mouvement réel.

La critique des étudiants « non cartés » était donc une réaction aux agissements de l'UNEF (et de sa petite sœur l'UNL) ; un rejet qui s'étendit à celui des bureaucraties syndicales mais dépassera rarement ce stade pour aborder le syndicalisme lui-même (les militants de SUD-étudiants et de la LCR n'étaient évidemment pas là pour les y aider)<sup>29</sup>.

<sup>23</sup> D'où toute l'ambiguïté de rester prisonnier du cadre étudiantin.

<sup>24</sup> En utilisant une méthode des plus empiriques (essayer de se souvenir de ce que faisant « dans la vie » les personnes qu'on a pu côtoyer dans l'occupation) on pourrait avancer que plus de 20 % des occupants n'étaient pas des étudiants de la fac d'Avignon, qu'au moins 6 % d'entre eux étaient des chômeurs.

<sup>25</sup> Le problème de la carte d'étudiant se posa aussi lors des AG qui suivirent l'expulsion de la fac (le 14 avril), lorsqu'il fallut désigner des délégués pour une Coordination et que les seuls qui se proposèrent d'y aller n'en possédaient pas. L'idée de les envoyer fut abandonnée car les contrôles lors des Coordinations étaient très strictes. Par contre, pour la « Coord Grand sud », qui s'est tenue à Montpellier (18 avril), les représentants de l'Université d'Avignon étaient plus variés (lycéens, chômeurs, étudiants aux Beaux Arts ou en Musique...).

<sup>26</sup> Certains craignaient qu'à la fin des manifs la fac soit envahie par des centaines ou des milliers de lycéens, mais craignaient surtout les dégradations dont ils

les imaginaient capables (notamment les 16 et 23 mars). Cette position a elle aussi connu une évolution pendant le mouvement puisque, lors du débordement de la manif du 4 avril, l'objectif initial (non réalisé) des occupants était de faire venir plusieurs milliers de personnes (majoritairement des lycéens) pour prendre d'assaut la fac récemment débloquée et y « foutre le bordel » (et/ou le blocage).

<sup>27</sup> Située au Pontet, dans la banlieue d'Avignon, cette usine de produits réfractaire, qui est la plus grosse entreprise du Vaucluse, a toujours été à la pointe des luttes dans l'histoire sociale locale. C'est un des fiefs de la CGT.

<sup>28</sup> Première apparition le 4 avril (tract « Tous ensemble ! »).

<sup>29</sup> Le syndicat SUD-étudiants échappait d'ailleurs à peu près à toutes critiques. Le faible nombre de ses militants et leur personnalité (ils sont presque tous fort sympathiques) ont sans doute beaucoup joué. A Montpellier, par exemple, les relations entre SUD-étudiants et la base ont été bien plus problématiques.



Le déroulement du mouvement, était pourtant une critique en actes du syndicalisme : s'il a mis en évidence la nocivité des syndicats « réformistes » (UNEF), il a aussi démontré l'inutilité du syndicalisme « alternatif » (SUD en ce qui concerne Avignon).

Certains ont pu dire que les syndicalistes avaient au moins « lancé » le mouvement, distribuant les premiers tracts contre le CPE, tenant des tables d'informations dans le hall de la fac, appelant aux premières AG... mais en 2003, ceux qui avaient fait cela étaient des étudiants qui n'appartenaient à aucun syndicat, à aucune organisation politique et qui n'avaient pour la plupart qu'une expérience des luttes très limitée. Avoir une carte n'était donc pas une nécessité.

La distribution de tracts, l'appel à des réunions à chaque nouvelle mesure ou réforme font partie de la gesticulation gauchiste classique, de son fond de commerce. On ne peut ainsi expliquer la faible mobilisation de février puis l'emballement du mouvement en mars : l'UNEF et SUD n'ont pas « mieux » milité cette année, n'ont pas au bout d'un mois distribué plus de tracts ou rédigé des textes plus convaincants. Il y a des conditions (c'est un autre et vaste problème) qui ont fait qu'à un certain moment les gens en ont assez, ont eu envie d'en découdre.

Puis, lorsque le mouvement a véritablement démarré (début mars), et a commencé à s'auto-organiser, les syndicats s'y sont soit opposé (UNEF), soit ont cessé d'agir en tant qu'organisation (SUD), leurs militants se fondant dans la base pour n'être plus que des « lutteurs de classes » comme les autres<sup>30</sup>.

Quant à l'expérience (il n'y a que celle de la lutte qui compte), les syndiqués ont apportés la leur, quant ils en avaient, comme les non-syndiqués.

Il semble que le seul apport indiscutable des syndicats au mouvement ait été celui d'un mégaphone et de photocopies gratuites... (vu sous cet angle on ne peut évidemment pas dire que les syndicats ne servent à rien !)

Dans les amphi (surtout le soir) le débat sur le syndicalisme, son « utilité » ou son caractère néfaste, l'hypocrisie des directions, étaient des thèmes récurrents (« les syndicats sont-ils avec nous ou pas ? »), les discussions vives... la critique, la méfiance, la défiance à l'encontre des syndicats dominaient globalement, notamment vis à vis des grandes confédérations qui enfermaient graduellement le mouvement dans de classiques journées de démobilitation<sup>31</sup>.

Mais, par rapport aux organisations syndicales de salariés, la position des occupants a été plus ambiguë. Même si l'on cherchait à toucher les salariés à la base, à faciliter leur organisation (considérant donc implicitement que les syndicats ne sont plus un mode d'organisation du prolétariat), sachant donc très bien que ce n'est pas avec les bureaucrates qu'on arriverait à quelque chose... surtout pas à la grève générale. On ne pouvait tout de même pas se couper d'eux... ils représentaient toujours quelque chose.

Les occupants participèrent donc, dès qu'ils y furent autorisés, aux réunions intersyndicales avec la CGT, la CFDT, FO, UNSA... et UNEF ; c'est-à-dire qu'ils les considéraient, au moins tactiquement, comme des alliés.

Mais, à plusieurs reprises, les occupants ont tenu à montrer très explicitement qu'ils étaient le mouvement réel et que les syndicats n'en étaient qu'au mieux la remorque, que le temps de leurs manifs traîne-savates était révolu. Une attitude qui a pu provoquer une certaine tension mais ne s'est pas accompagnée d'une rupture, les occupants ne cherchant par exemple pas à se donner les moyens de leur autonomie, préférant continuer à quémander

du soutien matériel aux syndicats (photocopies, argent, sonos...).

Lors d'une manifestation, une partie du cortège occupants/lycéens, au départ un peu hésitant, passa outre le SO de la CGT qui voulait l'obliger à faire un détour.

Le 28 mars, le cortège occupants/lycéens est en tête de la manifestation mais, dès le départ, ne respecte pas le trajet prévu par l'intersyndicale... celui-ci s'avère de toutes façon trop exigü pour le nombre des manifestants... la CGT doit suivre. Les occupants avaient décidé la veille de ne pas se laisser balader plus longtemps.

Rebelote le 4 avril. Cette fois-ci les syndicats sont au courant des préparatifs des occupants : qui tentent de « détourner » en cours de route l'ensemble du cortège vers le centre ville (et laisser toute seule la banderole de tête tenue par les dirigeants syndicaux)... SO syndicaux et flics n'arrêtent l'hémorragie qu'après la scission d'un millier de manifestants de quoi provoquer un « courroux syndical » : « Qu'est-ce qu'ils font, ça c'est à cause de la LCR ! » (un responsable CGT)<sup>32</sup>

## L'AG « INTERPRO »

Dès le début de l'occupation la fac fût transformée en un « point de convergence des luttes », mais il fallut attendre environ une quinzaine de jours et la montée de la mobilisation des salariés pour que l'idée d'utiliser la fac pour des AG de travailleurs fasse son chemin (l'apparition d'AG interpro ou d'AG de lutte dans d'autres villes a aussi donné des idées). L'objectif était de faciliter la mobilisation et l'auto-organisation des salariés et donc la convergence avec les étudiants vers une possible grève générale (leur fournir un lieu où se réunir, débattre, d'où le choix d'AG quotidiennes à heures fixes). La décision d'appeler à des AG interpro fût prise en AG « du soir » (27 mars) et la première eut lieu le lendemain, rassemblant, à la fin d'une manifestation, 3 ou 400 personnes, mais très peu de salariés et chômeurs.

Ces AG se tenaient tous les soirs à la fac à 19 h. Elles ne rassemblaient au maximum qu'une centaine de personnes et seulement un très faible nombre de salariés, des syndiqués de base (SUD et CGT), parfois quelques responsables syndicaux (SUD). Il n'y avait quasiment pas de débats, les discussions tournant surtout autour d'actions à mener... On y observait aussi le passage des habituels syndicalistes, militants citoyennistes, gauchistes et anarchistes venant faire leur speech, repérer d'éventuelles cartes,



Quartieron de bureaucrates locaux (à droite, ceux de l'UNEF et de l'UNL)

<sup>30</sup> Pendant le mouvement SUD-étudiants a cessé de faire des réunions internes (de tous ses adhérents) et c'est le 8 mars que son nom apparaît pour la dernière fois sur un tract « étudiant ». Mais, comme pour l'UNEF, un semblant de structure a subsisté, « les chefs » pourrait-on dire. Ces derniers, jamais invités lors des réunions intersyndicales locales, étaient ainsi fort irrités de ne pas être considérés comme un véritable syndicat... « différent » certes, mais comme les autres après tout (comme l'UNEF par exemple).

<sup>31</sup> Une jeune militante UNL-PS, qui la nuit fréquentait le bastion rouge de la fac, faillit même fondre en larmes lors d'une AG devant tant de haine anti-syndicale. Il faut dire qu'elle venait de provoquer l'hilarité de l'amphi en déclarant « mais il faut bien des chefs tout de même ! » (en 2003, les étudiants auraient sans doute longuement débattu sur une telle question).

<sup>32</sup> *Vauchuse matin*, 5 avril 2006



tenter d'y vendre leur journal etc.

Le terme « *interpro* » restait pourtant encore limitatif, puisqu'il prend en compte la division capitaliste en différentes professions, catégories qui s'y trouveraient ainsi juxtaposées, mais pas abolies ni dépassées<sup>33</sup>. En ce sens, l'AG « *du soir* », où l'on trouvait aussi des chômeurs et des salariés, ne tombait pas dans ce piège et, bien que la question ne s'y soit pas formellement posée, dépassait et abolissait dans la lutte les catégories du capital.

## C/ DANS L'ACTION

La force du mouvement dit anti-CPE a sans doute été liée au mélange de ces éléments : action directe, violence, illégalité. Leur extension territoriale spontanée, le risque de leur généralisation, ce bouillonnement, ont fait peur, ont ouvert des possibilités, obligé le gouvernement à un recul tactique.

### L'ACTION DIRECTE

Les manifs traîne-savates à répétition orchestrées par l'UNEF ou la CGT, pour se montrer, exprimer son « *mécontentement* », se « *faire entendre* », ont occupé lycéens et étudiants pendant de longues semaines, puis, progressivement, un certain ras-le-bol a vu le jour. L'inutilité de tels défilés sautait enfin aux yeux. Les occupants organisèrent donc des actions symboliques (toujours pour « *se faire entendre* ») puis des actions « *tout court* », dans un autre but, celui d'essayer d'instaurer un rapport de force, de harceler l'adversaire (gouvernement et patronat), redécouvrant alors les moyens de lutte traditionnels du prolétariat : occupations, piquets de grève, attaque contre l'économie, affrontements... Dès lors, il ne s'agissait plus de convaincre, mais de vaincre.

De s'allonger devant le portail pour « *montrer la fragilité des jeunes salariés* » (13 mars), de s'installer au bord des routes avec des pancartes « *klaxonnez contre le CPE* », les occupants en sont tout de même venus à bloquer des établissements et des routes avec des barricades, à foutre des pneus enflammés au milieu de carrefours (30 mars)...<sup>34</sup>

Divers types d'actions ont été menées : des occupations (Université, Mairie, tentative contre l'ANPE), des déménagements de locaux (UMP et MEDEF), des actions diverses (perturbation d'une étape du Paris-Nice, sabotages des portes du MEDEF à la colle...) soit à la suite de décisions en AG, de réunions, ou sur des initiatives autonomes<sup>35</sup>.

L'occupation de la fac est un cas bien particulier, il n'y eu de rapport de force entre occupants et administration que de façon voilée, une sorte de coexistence pacifique. Après avoir une première fois fait appel à la police pour vider les lieux, le président de la fac, Michel Volle, a surtout cherché à gérer au mieux la situation pour éviter la confrontation, usant de ses vigiles pour contrôler les locaux, octroyant une partie de ce pouvoir/territoire aux occupants qui n'osaient le prendre... il y avait aussi le risque, en cas aggravation du conflit, d'une fermeture administrative qui n'aurait arrangé ni le Président déchu de son autorité, ni

les occupants privé des facilités qu'offraient les locaux. Le faible nombre d'occupants (80 au plus fort du mouvement, une vingtaine lors de l'évacuation par les flics, des week-end à moins de dix) rendait difficile l'hypothèse de l'occupation simultanée et permanente d'un autre lieu que la fac. Une solution de repli fût envisagée dans la dernière semaine, lorsque l'évacuation par les flics semblait inévitable mais l'idée fut abandonnée, faute de mobilisation (une telle occupation

aurait pu ôter au mouvement son caractère estudiantin sclérosant).

Mais, l'une des actions qui semble s'être la plus répandue durant le mouvement, au niveau national, est bien le blocage (il va même permettre de désigner

deux camps : les

« *bloqueurs* » et les « *antibloqueurs* »)<sup>36</sup>.

Blocages d'établissements universitaires ou scolaires (avant tout pour faciliter la mobilisation et permettre aux actifs de ne pas être pénalisés par la poursuite des cours), mais aussi blocage d'axes de communication. Ce qui était alors assez clair dans les esprits, c'est qu'il fallait dépasser le stade du symbolique et progressivement tenter d'instaurer un rapport de force avec le gouvernement et le patronat en frappant « *là où ça fait mal* », là où on va « *leur faire perdre de l'argent* », en s'attaquant à l'économie. Ne pouvant sans la grève générale interrompre la production, le mouvement prit pour cible son écoulement : les voies de communication (ponts, routes, voies ferrés), les flux de marchandises et de travailleurs. Des mouvements antérieurs avaient déjà connu ce type d'action mais sans doute pas une telle systématisation. Les carrefours et ponts d'Avignon ont ainsi été très régulièrement bloqués par les manifestations (lors ou à l'issue de manifestations, ou devant des établissements scolaires eux-mêmes bloqués). Les voies ferrés de la gare d'Avignon ont été par trois fois envahies, mais la dernière des trois opérations avaient été spécialement (mal) étudiée dans le but de perturber le fret de marchandises. Le blocage d'entreprises ou d'autres sites économiques ne fut qu'assez peu envisagé (on peut citer la proposition d'un postier CGT de bloquer le centre de tri d'Avignon, « *nerveusement* » repoussée par un responsable de SUD-PTT !)<sup>37</sup>.

La proviseure du lycée Victor Hugo de Carpentras reprocha elle à ses élèves qui bloquaient les grilles de l'établissement, de paralyser ainsi « *la première entreprise de la ville* » !



Blocage du lycée Mistral

<sup>33</sup> On a tout de même échappé au terme « *d'AG de tous les citoyens* » employé au début. Les simulacres d'AG qui suivirent l'expulsion des derniers occupants de la fac (14 avril) furent dénommés « *inter-luttes* » (terme proposé par une des Coordinations nationales).

<sup>34</sup> Le 22 mars, l'AG étudiante (sur la proposition d'un responsable de SUD-Étudiants) condamna à la quasi-unanimité les « *dégradations* » qui avaient eu lieu à l'IUP (bouchage d'une douzaine de serrures à la colle).

<sup>35</sup> On en arrive parfois à des cas de figures surprenants comme par exemple au LP Schuman (Avignon) : les lycéens arrivent au petit matin pour bloquer les

grilles de l'établissement mais elles ont déjà été cadenassées ! Le lendemain, alors qu'ils ont décidé d'y tenir une AG, même scénario, ils doivent rester dehors !

<sup>36</sup> Qui ne recouvrent pas exactement la même réalité que le vocable « *pro-CPE* » (ceux-ci étant d'ailleurs presque totalement inexistant) et « *anti-CPE* ». Chez les anti-bloqueurs se côtoyaient jeunes militants UMP, FN et PS.

<sup>37</sup> La décision d'appeler au blocage et à « *l'annulation* » du Festival d'Avignon a certes été décidée en soutien à la lutte des intermittents du spectacle mais aussi avec l'objectif de s'attaquer à l'industrie culturelle et touristique (proposition



## SUR LA VIOLENCE ET L'ILLEGALITE

Le mouvement avignonnais a vécu ses premières semaines avec la fantasmagorie hantise du « casseur ». « *Jamais vu que sur TF1* », il semblait vouloir menacer les tranquilles manifs traîne-savates du début ou vouloir venir saccager la fac. Il était donc condamné sans appel tout comme le moindre semblant de dégradation, ou de « débordement ».

La manif du 23 mars fût peut-être le point d'orgue de cette psychose avec des étudiants qui surveillaient consciencieusement les abords du cortège et une sono qui ne cessait de brailler des consignes aux manifestants : « *nous vous rappelons qu'il est interdit de marcher sur les trottoirs* ».

*« Chantant et bruyants, mais pacifique. D'ailleurs, étudiants et lycéens avaient tout mis en œuvre pour que la sécurité soit assurée. Pour marcher sereinement ensemble. Aucune incartade dans le centre-ville, mais un parcours qui a emprunté les bords du Rhône. Et surtout de fréquents rappels à l'ordre du grand gaillard qui s'égoillait dans le micro : « Tous derrière la banderole ». Et aussi à l'endroit de ceux qui avaient la tentation de faire encore plus de bruit : « Je rappelle que c'est interdit les pétards, merde ! » ».*

Vaucluse matin, 24 mars 2006

Après la manif du 23 mars, les occupants qui redoutaient les « débordements » vont se mettre à les organiser, côtoyant au passage la « frontière de la légalité ».

Alors que sur Avignon, depuis des années, les cortèges ont toujours suivi très respectueusement les consignes des RG, des flics et des SO syndicaux... les occupants sont devenus des adeptes de la « manif sauvages » (parcours se décidant au fur et à mesure de l'avancée du cortège, parfois lors de micro-AG aux carrefours), cherchant à passer outre ce cadre normatif, à se jouer ouvertement des flics en tout genres.

Il en va de même pour les actions. La prise de conscience de leur caractère illégal, de la répression policière et judiciaire qui pouvait en découler, a rapidement été intégrée mais a entraîné en premier lieu une prise de posture citoyenniste classique : « *notre action n'est pas légale, mais elle est légitime* » ou « *nous assumons pleinement nos actes, nous agissons à visage découvert* » etc. (qu'importent alors caméras et photographes ?). C'est sans doute l'action de déménagement des locaux de l'UMP (avec relevé des empreintes sur place, dépôt de plainte, convocation d'un des « meneurs » chez les flics) qui a commencé à faire réfléchir<sup>38</sup>. La multiplication des actions et leur radicalisation aidant, il semble que progressivement ait fait son chemin l'idée que mener des actions illégales « *sans se faire prendre* » n'était pas mal non plus... on assista donc à une modification dans les comportements de certains des occupants lors des actions « *coup de poing* » : l'éveil d'un intérêt pour le réseau de vidéosurveillance urbain, l'utilisation grandissante de foulards, écharpes et capuches pour se camoufler le visage, ou même du port de gants... lors de certaines actions, il s'agissait de véritables « consignes » données aux participants. Le vocabulaire citoyenniste sur la légitimité des actions a progressivement disparu, les occupants assumant de plus en plus « *l'illégalité* » de leurs actes, son caractère inévitable dans la lutte.

Après l'épisode peu glorieux du 23 mars, les occupants ne se sont pas pour autant transformés en émeutiers, mais ont tout au moins commencé à se questionner réellement quant à l'usage de la violence dans le mouvement (la rencontre, via les Coordina-

tions, de camarades d'autres villes y est peut-être pour quelque chose). Les « casseurs » n'étaient plus alors condamnés et l'on se rendait compte qu'ils étaient pas extérieurs au mouvement, mais qu'en fait ils n'avaient « *pas renoncé à d'autres modes d'actions et d'expressions dans cette lutte* » ... on se massait même autour des ordis portables pour mater les images d'émeutes et de caillassages de flics ... (là c'est un autre fantasme qui fait son apparition). On en était arrivé à proclamer « *nous sommes tous des casseurs !* », à parler en AG de la nécessaire « *réappropriation de la violence* ».

Une grande et belle pancarte dans le hall d'entrée de la fac a longtemps annoncé « *nous n'avons que notre pacifisme à opposer à la violence du CPE* » mais un jour elle a été corrigée par l'ajout d'un « *pas* »...

Les dégradations, hantise des premiers jours d'occupation, furent presque nulle à la fac d'Avignon, aucun tag, sans doute l'une des facs les plus tristement propre de France ; quant aux rares casses, inimaginables au début, elles n'ont eu lieu que par nécessité<sup>39</sup>.

Si dans les motions et les tracts, les occupants demandaient l'abandon des poursuites et l'amnistie de tous les interpellés, ils n'ont par contre jamais dénoncé publiquement les manipulations des médias et des politiques qui cherchaient à diviser le mouvement (entre bons et mauvais manifestants). Pas de réaction non plus lorsque les lycéens d'Orange firent de telles distinctions (manifestation du 7 avril).

Les trois occupations de la gare d'Avignon centre :

- 31 mars, les manifestants dégagent les voies lorsque les flics approchent.
- 3 avril, les manifestants marchent sur les voies pour ne pas se faire dégager.
- 6 avril, les manifestants restent sur place, font la chaîne et se font dégager de manière musclée par les flics.

### SLOGANS « de toilette » ENTENDUS DANS LES MANIF D'AVIGNON :

- « *CPE on s'en fout, on veut pas (ou plus) bosser du tout !* »
- « *CPE, CDI c'est toujours le STO* »
- « *La retraite au berceau !* »
- « *La retraite à 36 mois !* »
- « *Anarchie en Chiraquie !* »
- « *Vive le vent, vive le vent, vive le vandalisme ! Des coups d' pieds au MEDEF et des baffes aux p'tits chefs* » (parfois avec la variante « *et des baffes pour l'UNEF* »)
- « *Amine démago !* »
- « *UNEF démago !* »
- « *MJS waffen SS !* »
- « *Ni quinquennat, ni septennat, dictature du prolétariat !* »
- « *Gauche caviar, droite jambon beurre !* »
- « *Gauche fasciste, droite nazie, république obsolète !* »
- « *Pour qu'ça bouge, il nous faut les khmers rouges !* »
- « *Police partout, justice nulle part !* »
- « *Police nationale, milice du capital !* »
- « *grève générale jusqu'à la mort du capital !* »
- « *grève générale sauvage illimitée !* »
- « *Pan, pan, pends ton patron si tu veux sa galette, pends, pends, pends ton patron si tu veux son pognon ! Si tu veux son pognon, pends ton patron, si tu veux sa galette, coupe lui la tête !* »
- « *Tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont ils l'ont volé !* »
- « *Tout est à eux, rien est à nous, tout ce qu'ils ont on va l'brûler !* »

<sup>38</sup> votée par l'AG d'Avignon, acceptée par la « Coord Grand Sud » puis par la Coordination nationale) ; une décision vite oubliée.

<sup>39</sup> Même s'il y a eu l'inévitable envoi de lettres citoyennistes au commissariat

disant « *moi aussi j'y étais et je veux être entendu et gnagnagna...* ».

<sup>39</sup> Une porte fracassée et deux ou trois serrures démontées qui ont tout de même causé 22 000 € de dégâts selon l'Université. Si on avait su !



## SUR L'ACTION DES LYCEENS

Les lycéens ont été particulièrement mobilisés pendant le mouvement dit anti-CPE ; ce sont eux qui formaient la masse des manifestants sur Avignon notamment lors des grandes journées de mobilisation (ceux d'Orange ou de Carpentras se déplaçaient souvent, empruntant parfois gratuitement les trains). Les organisations politiques et syndicales n'ont joué quasiment aucun rôle (l'UNL était bien moins présente qu'en 2005, sauf peut-être au lycée René Char où était élève l'un de ses responsables nationaux, Quentin Rodriguez), les lycéens s'organisaient de manière autonome et se coordonnaient parfois entre établissements voisins (entraide pour les blocages). Le mouvement prenant de l'ampleur et commençant à durer, des tentatives de coordination plus large ont été ébauchées afin de mener des actions plus efficaces ou de plus d'envergure<sup>40</sup>.

La liaison avec les occupants de la fac a également été longue à se mettre en place (sauf, proximité oblige, avec les deux lycées du centre-ville, Aubanel et Mistral). La présence dans certains établissements de militants de l'UNL-MJS en désaccord avec les occupants était un obstacle à cette liaison. L'objectif était de s'apporter un soutien mutuel lors des actions (par exemple pour les blocages d'établissements ou en cas de menaces), ou de mettre en place des actions communes (déménagement du MEDEF, manifestations). Des groupes de lycéens participaient régulièrement aux AG étudiantes ou aux AG du soir.

Séchant les cours ou profitant de la grève des enseignants, des lycéens participent aux manifestations de février (1500 à 2000 le 7 février) et à celles du 7 mars (ils seraient alors 3 à 4000). Deux jours plus tard a lieu la première occupation d'un établissement (lycée de l'Arc à Orange), mais le mouvement ne semble pas prendre... le 13 a lieu une AG à Victor Hugo (Carpentras)... puis, le lendemain, se sont sept lycées du département qui sont touchés par la grève ! Huit de plus la semaine suivante, quatre autres du 27 au 2 avril et un dernier le 6 avril.

Sur 23 lycées en Vaucluse, 20 établissements (85 %) ont connu un mouvement de grève, dont 9 lycées, 7 LP, 2 mixtes (général/LP), 2 lycées agricoles<sup>41</sup>. Tous les types d'établissement ont été concernés, depuis les lycées du centre-ville dits « bourgeois » (Mistral, Aubanel) jusqu'aux LP pour « jeunes des banlieues » (Maria Casares, Robert Schuman). Deux lycées privés d'Avignon ont semble-t-il connu une petite agitation.

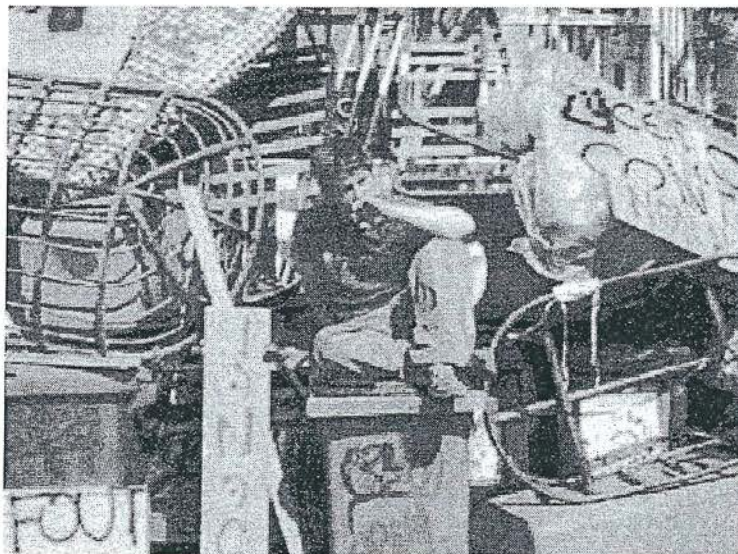
Les occupations ont touché 5 établissements (3 lycées, 1 lycée agricole, 1 lycée mixte) mais semblent avoir été très limitées et presque symboliques (camping sur les pelouses).

Des blocages ont eu lieu dans 17 établissements (8 lycées, 5 LP, 2 lycées mixtes et 2 lycées agricoles, soit près de 75 % des lycées du Vaucluse). Mais ce chiffre reflète des situations très variées allant du blocage d'une journée afin de faciliter la mobilisa-

tion pour une manif, jusqu'à des blocages de plusieurs jours consécutifs avec très souvent des interruptions, des votes à bulletins secrets, des reprises, de fortes tensions etc. La situation dans les lycées était toujours très incertaine, évoluant d'un jour sur l'autre (suivant le moral des bloqueurs, les décisions des AG, les pressions de l'administration et des parents d'élèves etc.). Les blocages d'établissements étaient en général « aménagés » après négociations avec les administrations et votes en AG (aménagements pour les BTS, les prépa, les collégiens dans les cités scolaires, les personnels résidents, les internes, parfois pour les lycéens en terminale... aménagements qui pouvaient évoluer selon le degré de tension).

Le 7 avril on peut remarquer un certain essoufflement du mouvement (un recul ?) avec la reprise des cours et l'arrêt des blocages dans plusieurs lycées du département (cela concerne par exemple presque tous les lycées d'Avignon : Girard, Schuman, Mistral, Aubanel, Pétrarque). Le mouvement s'effondre totalement le 11 avril, tous les blocages sont levés, les cours reprennent normalement partout ; les plus motivés (quelques petits groupes) sont obligés d'y retourner. Il y aura bien le 14 (la veille des vacances) deux nouvelles tentatives de blocages de lycées, « pour montrer que le mouvement n'est pas mort » ou pourquoi pas « pour le relancer », mais elles vont échouer... par manque de bloqueurs.

Il faut aussi noter la présence de collégiens dans les grandes manifestations avec parfois des tentatives de blocages de leurs établissements ou de manifestations autonomes. La presse bourgeoise locale signale deux exemples qui se sont terminés par de légers affrontements avec la police et des interpellations (24 mars et 3 avril).



Portail du lycée Mistral

<sup>40</sup> La première grande AG inter-lycées de Vaucluse n'a eu lieu que le 12 avril.

<sup>41</sup> Les lycées où il n'y a semble-t-il pas eu de mouvement (on a pas trouvé d'infos à ce sujet) sont le LP Briand (Orange), le lycée agricole de La Ricarde (L'Isle-sur-Sorgue) et le lycée viticole d'Orange. La plupart de ces infos sont

tirées de la presse bourgeoise locale qui ne relate que très irrégulièrement ces événements et de manière parcellaire et approximative. Certains journalistes se plaignaient du surcroît de travail que leur donnait le mouvement...



## D/ POUR QUOI FAIRE ?

« Le CPE a surtout servi de prétexte pour créer un mouvement de solidarité. Question ambiance, tout le monde sentait un mal-être dans cette société, avant. On vit dans un pays capitaliste avec un gouvernement qui favorise les plus riches et précarise tous les autres »

Mathilde et Lore, lycéennes à Mistral<sup>42</sup>

### VERS LE DEPASSEMENT DU CADRE REVENDICATIF

Cette revendication du retrait du CPE a été surtout mise en avant par les syndicats (étudiants et ceux de salariés) ménageant ainsi une porte de sortie raisonnable au gouvernement, et une porte ouverte sur des négociations. Avancer d'autres revendications aurait entraîné le risque d'une grève générale difficilement gérable et donc à éviter. L'enfermer dans un cadre raisonnable, sérieux, politique était nécessaire. Toutes les organisations politiques et syndicales, de l'UMP à la LCR, y ont contribué en focalisant leur discours sur le seul CPE<sup>43</sup>.

La banderole unitaire (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, UNL, UNEF, Solidaires) qui était en tête des grandes manifestations proclamait uniquement « refusons la précarité, retrait du CPE », mais il est évident que le mouvement ne s'est pas limité à cette revendication comme tout le monde voulait le laisser croire. Dans les AG, les discussions, le CPE n'était évidemment pas épargné, mais sa critique s'inscrivait dans celle plus générale de la précarisation grandissante du travail. Le CDI n'y était pas pour autant glorifié et le très bête slogan « CPE non, non, non ! CDI, oui, oui, oui ! » était assez rare (sauf dans la sono de la CGT) ; les slogans tels « CPE ou CDI, c'est toujours le STO ! » ou « CPE on s'en fout, on veut pas/plus bosser du tout ! » ont su trouver progressivement leur public dans les manifs (les occupants/étudiants/lycéens ou le cortège des salariés de SUD).

Se déconcentrant du CPE, les Avignonnais inscrivirent rapidement dans leurs revendications le retrait du CNE, celui de toute la LEC, puis reprirent à leur compte l'Appel de la Coordination de Toulouse (25 février). Première tentative nationale d'élargissement des revendications il demandait : « un emploi stable pour tous », le « retrait de tous les contrats précaires », le « réengagement financier de l'Etat dans le Service public pour une Université publique », le « retrait de la loi Fillon » de 2005 et « l'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, l'amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon, des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, des étudiants et des lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE »<sup>44</sup>. Dépassant le caractère étudiant dans lequel le mouvement était paradoxalement coincé, cet élargissement était aussi un appel aux salariés. Les AG avignonnaises successives se lancèrent à partir de mars dans une véritable course à « l'élargissement des revendications », un foisonnement qui devenait impossible à lister et ressemblait surtout à un catalogue des nuisances du système. Mais l'élaboration d'une critique théorique ne vint pas le jour, les actifs ne tirèrent pas de conclusions, ne touchèrent pas le cœur du

problème. C'est sans doute l'un des manques importants du mouvement avignonnais que de n'avoir pas su aborder des problèmes de fonds, d'avoir négligé le débat au bénéfice de l'action, de questions techniques quotidiennes (si ce n'est lors de la dernière semaine d'occupation). Les nombreux tracts rédigés par les occupants en témoignent assez bien (il s'agit en général de courts textes assez pauvres, se contentant de décrire les derniers événements de la fac, de transcrire les décisions de l'AG ou celles de la Coordination). Cette élargissement incessant des revendications montrait bien qu'au final c'était la société dans son ensemble qui était critiquée, rejetée : « on se bat contre cette société », « contre ce système » (contre le CPE et son monde) était souvent répété, mais sans plus... Sans chercher à définir ce système, cette société, tout au plus qualifié de « capitaliste », comme un vague et radical synonyme de « libéral » (contrairement à 2003 le premier des deux termes n'était pas absent des discussions, mais il n'apparaît semble-t-il pas sur les tracts des occupants pendant le mouvement)<sup>45</sup>.

Quant à l'idée qu'avancer des revendications était aussi une manière de limiter le mouvement, d'entrer dans le jeu du gouvernement, de chercher à « améliorer » l'ordre des choses et non pas l'abolir (« nous n'avons rien à revendiquer, nous voulons détruire ce système »), elle n'a pas vraiment vu le jour (à part dans des discussions informelles)<sup>46</sup>. Malgré l'envie, les occupants ne surent donc pas dépasser ce cadre revendicatif.

#### REVENDICATIONS mises en avant dans les tracts des étudiants d'Avignon puis des Occupants de la fac (sur une collection de 24 tracts différents distribués du 31 janvier au 1<sup>er</sup> mai) :

Le retrait du CPE est présent dans tous, mais le retrait de la LEC n'apparaît lui que plus tardivement (23 mars) ; le retrait du CNE est présent dès le début (dans les tracts de SUD-étudiants) et fréquemment par la suite (15 fois) ; revendications concernant le monde de l'éducation (postes au CAPES, crédits pour les universités) (13 fois).

Jusqu'au 23 mars, les revendications mises en avant dans les tracts tournent autour de l'emploi et de la précarité, de la défense du code du travail, de l'éducation et de la fonction publique (on pourra les retrouver par la suite, mais de manière plus irrégulière, moins prégnante), à partir de cette date de nouveaux thèmes sont mis en avant dans les tracts : l'abandon de la Loi sur la prévention de la délinquance (5 fois à partir du 23 mars) ; l'abandon de la Loi CESEDA (2 fois à partir du 7 avril) ; l'abrogation du protocole d'indemnisation des intermittents du spectacle (3 fois à partir du 5 avril) ; l'amnistie des émeutiers de novembre (4 fois à partir du 4 avril) ; l'amnistie des participants à la lutte anti-CPE (7 fois à partir du 4 avril).

Il devenait impossible d'énoncer ses revendications sans en oublier les trois-quarts... revendications touchant à des domaines tellement variés, que c'est la société toute entièrement que l'on tentait de décrire par une énumération... on peut donc se demander si à ce moment là on avait encore des revendications... il y avait d'ailleurs une certaine confusion entre le revendications votées par les étudiants d'Avignon, celles de la Coordination puis celles de l'AG interpro du 4 avril ; cette dernière liste étant adoptée de fait par les occupants.

<sup>42</sup> La Marseillaise, 12/04/06

<sup>43</sup> Le « Collectif des organisations de jeunesse » (UNEF, FIDL, UNL, CGT-jeunes, UEC, SUD-étudiants et JCR) comme beaucoup d'autres se cantonna à la revendication du retrait du CPE. La LCR de Vaucluse, par le clavier de son chef Jacques Fortin, ne glorifiait que « le mouvement de refus du CPE » et demandait « le retrait pur et simple du CPE, objectif justifié de ce mouvement » (Communiqué de LCR de Vaucluse, 16/03/06).

<sup>44</sup> Cet élargissement des revendications a été notamment permis par le boycott par l'UNEF de la Coordination de Toulouse ; ce syndicat le combatta fermement (avec les JCR et l'UEC) lors des coordinations suivantes. L'UNEF, dans sa Fiche pratique de Mobilisation explique que « Les AG doivent débattre du CPE et pas de toutes les réformes gouvernementales ou du bonheur sur la terre, il faut axer nos interventions sur ce qui touche les étudiants. » voir p. 6.

<sup>45</sup> Le terme « capitaliste », tout comme celui de « libéral », n'apparaît sur les



**Revendications votées lors de l'AG interpro du 4 avril**  
(parmi toutes les propositions il semble que seule la « *légalisation du cannabis* » n'ai pas été adoptée) :

- l'abrogation de la Loi sur l'Égalité des Chances (LEC)
- l'abrogation du CNE
- l'arrêt des répressions des mouvements sociaux et l'amnistie de tous les condamnés des révoltes des banlieues de novembre 2005 et des manifestations actuelles
- la levée des sanctions administratives des grévistes
- la défense du code du travail
- la suppression des réformes sur la loi CESEDA (immigration)
- l'arrêt des discussions sur la loi sur la prévention de la délinquance
- le retrait de la loi Fillon de 2003 sur les retraites
- l'ouverture à hauteur des besoins des postes au CAPES CAPEPS IUFM
- une revalorisation des salaires
- l'abrogation de la loi sur le régime chômage des intermittents (2003)
- le retrait de la loi sur la culture des OGM
- nous sommes contre les futures cartes d'identité électroniques
- l'annulation de toutes les mesures prises depuis l'arrivée du gouvernement de 2002
- la dissolution de l'Assemblée Nationale
- la démission du gouvernement et du Président de la République
- la mort de la V<sup>e</sup> République

L'hostilité des occupants à l'égard du PS (cela ne s'explique pas uniquement par la présence des gauchistes ou les agissements d'Amine El Kathmi) est également révélatrice ; pour beaucoup d'occupants, le PS, tout autant que l'UMP, faisait partie du système qu'ils étaient en train de combattre. Les arguments électoralistes (« *en 2007 ils vont bien voir* », « *on va les faire trembler dans les urnes* ») se faisaient plus rares avec le temps et étaient beaucoup moins bien accueillis par les AG. Le projet de déménagement du local du PS (qui était aussi celui de l'UNEF et de l'UNL) montre bien que le mouvement n'en avait pas qu'après le CPE ou le gouvernement. Discuté en petits groupes par les occupants, puis en AG « *du soir* » (d'une cinquantaine de personnes), il n'a pas semblé nécessaire à ceux qui ont fait la proposition d'expliquer le pourquoi d'une telle action. C'était évident. Seule une minorité de l'AG s'est prononcé contre. La proposition n'a pourtant pas été soumise au vote, car on avait bien conscience qu'avec une telle action on brisait le consensus qui unissait le groupe des occupants. Il était de plus bien tard pour franchir un tel cap.

La majorité des étudiants participants aux AG, les « *passifs* », a voté l'impressionnante liste de revendications mais est restée focalisée sur le simple retrait du CPE, ce qui explique la débâcle du mouvement après le 10 avril. S'étant contenté de soutenir le

mouvement, de déléguer leur lutte, ils ne pouvaient que difficilement aller plus loin.

« *Pesait sur le mouvement le poids de ceux que la dynamique de la lutte elle-même ne pouvait pas faire évoluer : ceux que la lutte ne changeait pas parce qu'ils ne luttaient pas, et qui demeuraient donc sur les bases initiales d'un mouvement que sa dynamique même portait à remettre en cause.* »<sup>47</sup>

Le mouvement ne manquait donc pas de revendications, mais s'en foutait. La « *principale revendication* » n'était déjà qu'un détail d'une loi parmi des dizaines d'autres que voulait supprimer le mouvement<sup>48</sup>. Une fois le CPE remplacé par Villepin, les participants aux AG se sont sentis *comme libérés d'un poids* et ont commencé à discuter de sujets de fonds, à aborder une critique globale de la société, du capitalisme. Prendre enfin conscience que l'on a rien à foutre de la satisfaction de sa principale revendication a libéré les énergies et les esprits : la satisfaction était ailleurs, elle était déjà dans la lutte.



*Vengeur masqué clownesque*

tracts qu'après le mouvement (après l'expulsion), une fois que parmi les « *irréductibles* » les personnes les plus politisées et les militants gauchistes et syndicaux ont représenté une plus grande part de l'AG.

<sup>46</sup> Lors de la « *Coord Grand Sud* » (18 avril), les délégués d'Avignon ne votèrent pas certaines nouvelles revendications puisque « *de toutes façons, on a voté la fin de la Vème République, alors on va pas demander des aménagements* ».

<sup>47</sup> Cf. « *Anti -CPE : quelques questions en débat* » p. 36

<sup>48</sup> « *Un mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication est inacceptable pour lui-même* », Henri Martin, « *Le Point de rupture de la revendication* », mars 2006 sur <http://meeting.senoneveero.net>.

<sup>49</sup> Certains l'avaient sans doute compris plus tôt, ainsi un délégué de Montpel-

lier qui explique lors de la Coordination de Dijon des 18 et 19 mars : « *Sur nos banderoles, on n'inscrit plus le mot CPE* » Cf. *Libération*, 20/03/06

<sup>50</sup> Il n'y a pas eu non plus de comparaison à la « *victoire du non* » du 29 mai 2005 ; seuls les gauchistes et citoyenistes la feront par la suite.

<sup>51</sup> *La Marseillaise*, 12/04/06

<sup>52</sup> « *Nous nous souviendrons longtemps de cette union pour un mouvement populaire opposé à l'autre Union pour un Mouvement Populaire, nous retenons ce qui s'est passé entre nous, ce que nous avons commencé à construire ensemble comme ce que nous avons commencé à détruire ensemble* » Cf. *Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage*, Grenoble Zanzara athée, avril 2006, p. 4



## LE RETRAIT DU CPE, UNE VICTOIRE ?

Dans les jours qui ont précédé le recul tactique de Villepin, on sentait bien que le CPE était mort, qu'il allait être retiré pour préserver la LEC et tenter de mettre fin au mouvement. On redoutait ce retrait, et le mot « CPE » (mais peut-être n'est-ce qu'une impression) se faisait beaucoup plus rare sur les banderoles, dans les slogans<sup>49</sup>.

Finalement, bien peu sont ceux qui ont considéré ce retrait comme une victoire, pas de fête, presque une déception (inavouable) parmi les occupants, tout le monde à bien compris que c'était la fin de la récréation qui venait d'être sifflée, que la LEC passait tranquillement, que le CNE restait en place, etc. Ceux qui criaient victoire étaient surtout ceux qui avaient tout fait pour qu'échoue le mouvement. Parmi les occupants (vrais) trotskistes ont été presque les seuls à parler de victoire, à dire qu'il « fallait se réjouir »<sup>50</sup>.

Du jour au lendemain (c'est bien le cas de le dire), c'est la masse des passifs qui retourne en cours, laissant les actifs « poursuivre la lutte » tout seuls.

La manifestation 11 avril qui ne rassembla que 500 personnes (moitié occupants-lycéens, moitié CGT), contre 30 000 le mardi précédent, était plus lugubre que festive. Non pas « une procession pour enterrer le CPE » (*La Marseillaise*), mais pour enterrer le mouvement...

Léo : « On a gagné mais faut pas lâcher »

Adrien : « C'est plutôt l'Etat qui a gagné. Dans la France entière, il n'y a plus personne »

Mathilde et Lore : « On pense que ce retrait, c'est une technique du gouvernement pour faire lâcher le mouvement. Pour démobiliser. Et ça marche. »<sup>51</sup>

Des lycéens de Mistral lors de la manif.

## LA LUTTE POUR ELLE-MEME

Le CPE, déclencheur de la lutte, n'était qu'un fragile prétexte. C'est l'abolition *dans les faits* de l'état normal des choses qui explique cette soif de lutter, d'aller plus loin, d'étendre le mouvement (et sûrement pas la « défense du Code du travail »).

Cela explique aussi qu'une fois le mouvement terminé, un certain nombre d'occupants ait cherché à poursuivre la lutte à tous prix<sup>52</sup>, croyant qu'il est possible de prolonger artificiellement cette période, de provoquer son re-surgissement par un activisme effréné (alors que les gauchistes se contentaient eux de reprendre leur traditionnelle activité d'agitation politique).

Cette lutte de plusieurs semaines a été pour beaucoup une première expérience, a ouvert bien des possibles par la création d'un espace de vie (la fac occupée), d'expérimentation, de solidarité, de réflexion collective... un moment à part, où nous avons vécu ce que nous avons choisi de vivre, un temps comme extrait de l'ancienne réalité, un moment extra-ordinaire difficile à oublier et que tout le monde regrette<sup>53</sup>. Un temps où s'est créé du collectif, des liens, des complicités, des amitiés, des amours... et le retrait du CPE ne pouvait mettre fin à tout cela.

Clément et Kriss

(« éléments extérieurs » à la fac qui ont commencé par observer le mouvement du haut des amphis puis, autour de la mi-mars, ont rejoint le groupe des occupants).



Dans l'amphi II...

<sup>53</sup> « Je ne me souviens plus vraiment de la gueule qu'il pouvait avoir ce temps là, celui d'avant... on peut se demander s'il a vraiment existé... il a tout au moins été occulté... c'est déjà ça... » Lettre d'un occupant à une bloqueuse, 29/04/06



# Tentative de chronologie de la lutte dite anti-CPE en Vaucluse



Tentative de chronologie réalisée à partir de divers matériaux (un texte inédit sur les premiers jours de février, les informations publiées par X sur Indymedia Marseille du 14 mars au 14 avril, des notes personnelles diverses et des collections de tracts et la très médiocre presse bourgeoise locale). Sauf mention contraire, les événements se déroulent à Avignon.

## MARDI 31 JANVIER

Rassemblement d'une centaine de personnes devant la préfecture contre le CPE (CGT, FSU, UNEF, UNL).

AG à la Fac à l'appel de l'UNEF et de SUD-étudiants « contre le CPE et la baisse de postes au CAPES ».

\*\*\*\*\*

## JEUDI 2 FEVRIER

[Journée de grève nationale dans la fonction publique.]

MANIFESTATION à Avignon de 2 000 personnes dont une grosse poignée d'étudiants et lycéens.

Une AG a lieu à la fac animée par l'UNEF (c'est à dire par son inévitable porte-parole Amine Elkhatmi) et SUD-étudiants. Les propositions d'auto-organisation et d'élaboration de tracts en commun (syndiqués et non-syndiqués) sont balayées d'un revers d'Amine.

\*\*\*\*\*

## MARDI 7 FEVRIER

[300 000 manifestants en France.]

[A Rennes, les étudiants se mettent en grève et bloquent leur université.]

MANIFESTATION de 3 à 5000 personnes pour la moitié lycéens et étudiants (3 à 400 pour ces derniers). UNEF-UNL-MJS y distribuent massivement autocollants et drapeaux. L'AG de 500 personnes (collégiens, lycéens et étudiants) qui suit la manif est plus un meeting d'Amine et du MJS. Les propositions de blocages de ponts ou d'occupation de la fac sont systématiquement contrées par l'UNEF. L'occupation « n'est pas une bonne idée, cela va diviser les étudiants, nous ferions mieux de bien les informer et de voir s'ils se mobilisent » (Amine, La Provence, 08/02/06)

\*\*\*\*\*

## MERCREDI 8 FEVRIER

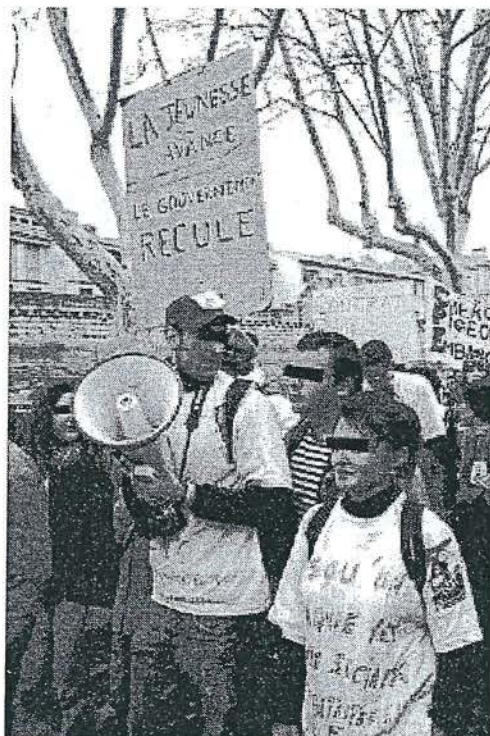
AG de 300 personnes à la fac. La discussion évolue rapidement vers la question du blocage ou de l'occupation de l'université afin de libérer les étudiants de la contrainte des cours et des examens (favorisant ainsi la mobilisation de la masse des indécis, hésitants...), mais les propositions en ce sens sont contrées par les militants de l'UNEF. Ils insistent notamment sur le risque de se mettre certains étudiants à dos, parlent même de « prise en otage des étudiants » ou de pratique « anti-démocratique », d'actions pouvant « discréditer » le mouvement et « permettre le passage du CPE » !

Mais, la discussion a permis de dévoiler bien des positions et l'évocation d'universités occupées en a crispé certains, les obligeant à monter au créneau, à montrer au grand jour leur volonté

d'endormir le mouvement... du coup, en bas de l'amphi, comme au fond chez les cancrs, certains font la gueule... un étudiant prend même la parole pour dénoncer Amine, son monopole de la parole et son ton « méprisant et hautain » (sous les hués et sifflets de la majorité de l'AG).

L'UNEF fait voter la grève « avec dispense de cours », ce qui ne veut rien dire, mais qui rassure (en gros, si le prof le veut bien tu peux ne pas aller en cours, mais le cours, lui continue...).

Une élue étudiante intervient pour dire que les élus sont présents, à l'écoute des revendications des étudiants et prêts à écrire une motion pour le prochain CA de l'Université. Elle critique au passage la faible représentativité de l'AG (alors qu'en règle générale les élections étudiantes ne parviennent à déplacer qu'autour de 10 % des inscrits, on comprend que l'on a affaire à une spécialiste de la non-représentativité !).



Spécimens d'étudiants avignonnais



OCCUPATION. A la fin de l'AG les participants décident d'aller sur le champ occuper la mairie d'Avignon. Malgré la présence de flics des RG dans l'amphi, les étudiants arrivent sur place avant que les portes ne soient fermées. Une centaine d'entre eux passent près de deux heures dans le péristyle pendant que des « représentants » sont reçus par le Directeur de cabinet du Maire.

\*\*\*\*\*

#### JEUDI 9 FEVRIER

AG à la fac. L'UNEF instaure un fonctionnement bureaucratique très formel de l'assemblée (président de séance, inscription pour prendre la parole). Amine qui commence à cristalliser les mécontentements est volontairement laissé en retrait.

\*\*\*\*\*

#### VENDREDI 8 FEVRIER

Une délégation de 8 étudiants et lycéens est reçue par l'inspecteur d'académie, le Maire UMP d'Avignon et une conseillère régionale socialiste (sur les 8 il y a au moins 2 SUD, 1 LCR, 2 UNEF, 1 UNL et 4 MJS!).

\*\*\*\*\*

#### SAMEDI 11 FEVRIER

[Début des vacances scolaires en zone B.]

\*\*\*\*\*

#### MARDI 14 FEVRIER

Une poignée d'intermittents du spectacle redécore l'ANPE (ils sont accompagnés de quelques étudiants).

\*\*\*\*\*

#### JEUDI 16 FEVRIER

RASSEMBLEMENT contre le CPE d'une quarantaine de personnes devant la mairie d'Avignon (CGT, FSU, UNEF, UNL).

\*\*\*\*\*

#### 18-19 FEVRIER

[Première Coordination nationale étudiante à Rennes]

\*\*\*\*\*

#### 25-26 FEVRIER

[Coordination nationale étudiante à Toulouse-Rangueil, adoption d'un plate-forme de revendications élargie]

\*\*\*\*\*

#### LUNDI 27 FEVRIER

Une « délégation d'étudiants et de lycéens en lutte contre le CPE » (des militants du MJS-UNEF-UNL conduits par Amine) tente de prendre la parole lors du conseil municipal.

\*\*\*\*\*

#### MARDI 28 FEVRIER

AG à la fac (une soixantaine d'étudiants et de lycéens présents).

\*\*\*\*\*

#### MERCREDI 1er MARS

Animation sportive des étudiants en STAPS devant la mairie pour protester contre la baisse des postes au CAPES.

\*\*\*\*\*

#### DIMANCHE 5 MARS

[La Coordination nationale étudiante de Jussieu-Paris appelle à « la grève reconductible des étudiants à partir du 7 mars ».]

\*\*\*\*\*

#### LUNDI 6 MARS

Une AG ne rassemble qu'une dizaine d'étudiants dont une moitié du PS (l'occupation et le blocage sont en débat).

\*\*\*\*\*

#### MARDI 7 MARS

[1 million de manifestants en France (majoritairement des salariés).]

MANIFESTATION de 6 à 8 000 personnes à Avignon (dont la moitié de lycéens parfois venus de Carpentras et même d'Apt).

AG de 300 étudiants et lycéens à la fac. Malgré l'opposition des militants UNEF, UNL et MJS, l'AG vote l'occupation immédiate mais « sans blocage » de la fac.

Amine El Khatmi, porte parole de l'UNEF, annonce que son syndicat « se désolidarise du mouvement ». A propos de l'occupation il se déclare « complètement contre la décision qui a été prise, c'est ridicule » (*La Provence*, 8 mars 2006). Guilhem Vallès, président de l'UNEF, dénonce une décision prise « dans une AG où les étudiants étaient minoritaires » et craint « que cette initiative ne fasse chuter le mouvement » (*La Marseillaise*, 8 mars 2006).

Le président de l'Université « accepte » la présence des occupants à condition qu'elle se limite à la pelouse (!) puis revient sur sa décision et, « pour des raisons d'hygiène et de sécurité », fait appel à la police pour expulser une trentaine d'étudiants venus monter des tentes.

\*\*\*\*\*

#### MERCREDI 8 MARS

OCCUPATION de la Fac d'Avignon (une quarantaine d'étudiants campent sur la pelouse).  
AG de 200 étudiants.

L'UNEF d'Avignon ne se désolidarise plus de l'occupation mais juge cette forme d'action « prématurée ».



## JEUDI 9 MARS

OCCUPATION du lycée de l'Arc (Orange) pendant la journée.

AG de 100 étudiants à la fac. « *Ces occupations ne sont pas efficaces ni représentatives* » (Amine, *La Provence*, 10/03/06)

[*Le Parlement adopte définitivement la LEC.*]

\*\*\*\*\*

## VENDREDI 10 MARS

80 étudiants tentent sans succès de perturber le départ de la course cycliste Paris-Nice (c'est la septième fois depuis le début de l'épreuve !).

AG de 200 étudiants. Discussion à propos du blocage (qui est décidé pour la journée nationale du 16 mars).

L'UNEF a « *adopté une position de réserve* » (Amine, *Vaucluse matin*, 11 mars 2006).

\*\*\*\*\*

## 11-12 MARS

[*Coordination nationale étudiante à Poitiers. Pour la première fois la fac d'Avignon envoie des délégués.*]

[*Occupation et évacuation de la Sorbonne.*]

Dans un communiqué de presse, UNEF et MJS auraient finalement appelé à l'occupation de la fac.

\*\*\*\*\*

## LUNDI 13 MARS

Des étudiants s'allongent devant les entrées de la fac pour « *montrer la fragilité des jeunes salariés* » (il faut

les enjamber pour entrer).

AG de 300 personnes à la fac.

AG au lycée Victor Hugo (Carpentras).

\*\*\*\*\*

## MARDI 14 MARS

GREVE aux lycées Schumann d'Avignon, LP de Vedène, Fabre et Hugo (Carpentras).

OCCUPATION des lycées de l'Arc (Orange) et Benoît (L'Isle-sur-la-Sorgue).

DEMENAGEMENT par une cinquantaine d'étudiants du siège de l'UMP à Avignon.

Les AG à la fac regroupent maintenant plus de 600 personnes. L'AG décide du droit de vote pour les non-étudiants, ainsi qu'une motion demandant l'amnistie des émeutiers de novembre. Le blocage de l'université jeudi (afin de permettre la mobilisation) est à nouveau voté.

Les étudiants d'Avignon occupent dorénavant le « *local des associations* » (concedé par l'administration) et l'un des deux grands amphis de la fac (le campement sur la pelouse reste toujours en place).

\*\*\*\*\*

## MERCREDI 15 MARS

AG d'environ 800 étudiants à la fac. Une étudiante dont le cours ne peut avoir lieu dans l'amphi déclare : « *On va les enfermer dans l'amphi et y mettre le feu !* » (*La Provence*, 15/03/06)

\*\*\*\*\*

## JEUDI 16 MARS

[*500 000 manifestants en France.*]

BLOCAGE de la fac (grilles cadenassées et obstruées par des palettes, bancs, poubelles etc.).

MANIFESTATION d'une centaine de lycéens à L'Isle-sur-Sorgue (comme ils bloquent la circulation, la mairie met trois cars à leur disposition pour qu'ils aillent continuer leur action à Avignon)

MANIFESTATION de 300 lycéens à Pertuis et sur Avignon d'environ 3000 lycéens et étu-



Amine en représentation.



dians (accompagnés par 200 salariés).

Un tract intitulé « CPE ou CDI c'est toujours le STO ! » y est massivement distribué.

On peut entendre une partie des manifestants crier le slogan « UNEF démagog ! Amine démagog ! ». Lors de la prise de parole sur la place du Palais des papes, un intervenant précise au micro que l'occupation et le blocage de la fac ont été décidés par l'AG et non par l'UNEF (qui s'en était vanté dans la presse locale).

AG de 300 étudiants à la fac. Suite à la décision de certains occupants, seuls les personnes en possession d'une carte d'étudiant de l'université d'Avignon sont autorisées à pénétrer dans la fac et à participer aux discussions et votes. Le reconduite du blocage pour le lendemain est décidée.

\*\*\*\*\*

## VENDREDI 17 MARS

BLOCAGE du lycée de l'Arc (Orange).

BLOCAGE de la fac.

AG à 13 h. Les associations étudiantes d'Avignon et leurs élus (totalement absents jusqu'à présent) distribuent des tracts appelant à voter contre le blocage. Les non-étudiants sont systématiquement refoulés à l'entrée de l'université par les occupants-vigiles (certains étudiants sont surpris et choqués de cette « décision »). Des étudiants UNI-UMP d'Aix-en-Provence ont eu l'autorisation d'entrer. A 13 H, plus d'un millier d'étudiants participent à l'AG sur le parvis de la fac, les opposants au blocage sont majoritaires et très nerveux. L'AG est difficilement gérable. Il est décidé de mettre en place lundi un vote à bulletins secrets sur le blocage partiel de l'université (blocage des cours mais pas celui de la BU ni du RU).

\*\*\*\*\*

## SAMEDI 18 MARS

[1,5 million de manifestants en France.]

MANIFESTATION de près de 10 000 personnes à Avignon (majoritairement des salariés avec un gros cortège étudiants mais assez peu de lycéens).

La Fédération Anarchiste se félicite que sa « banderole, "CNE, CPE, CDI, ... stop ! Abolition du salariat" a eu encore beaucoup de succès et a été prise en photos de très nombreuses fois ».

Amine, qui se déclare maintenant « partisan d'un blocage aménagé » de la fac, est la cible d'un autocollant placardé le long du parcours de la manif (sur un photo montage on y voit notamment Marie-José Roig, maire UMP, le féliciter de sa « crapulerie politichienne »). Mise à part le cortège du PS, cela amuse beaucoup les manifestants (Amine va lui porter plainte). Un cortège étudiants/lycéens quitte ensuite la place du Palais et occupe le pont Daladier bloquant la circulation.

\*\*\*\*\*

## 18-19 MARS

[Coordination nationale étudiante à Dijon.]

\*\*\*\*\*

## LUNDI 20 MARS

[Occupation de l'EHESS à Paris.]

OCCUPATION du lycée Fabre (Carpentras). A René Char, 400 lycéens votent l'occupation puis se rétractent devant l'opposition du proviseur.

Vote de la reprise des cours au lycée de l'Arc (Orange).

VOTE A BULLETINS SECRETS à l'Université d'Avignon « pour » ou « contre » le blocage partiel de la fac. L'administration apporte son soutien aux étudiants pour organiser le vote (urnes, listing des étudiants inscrits, surveillance...). Près de 3000 étudiants participent au scrutin. Contre toute attente et à la surprise générale le « oui » au blocage l'emporte (1325 pour, 1219 contre) ! Les voix de l'IUT et de l'IUP ont nettement fait la différence.

Le Président de l'Université d'Avignon, Michel Volle, qui avait appuyé de son mieux l'organisation du scrutin en espérant mettre un terme au mouvement anti-CPE local, déclare à la presse après l'annonce des résultats :

« Il est très important d'avoir l'avis des étudiants, mais cette consultation est informelle et n'a rien de réglementaire ».

Le soir, une émission de RAJE (radio étudiante dite « ORTF d'Avignon ») organise un débat sur le CPE avec comme invités : une des occupantes de la fac ; une « étudiante opposée au blocage » (Claire Deblic, porte parole de l'UNI sur Avignon) et un « étudiant en école de commerce favorable au CPE » (Florian Guingrich, ex-porte-parole de l'UNI sur Avignon et responsable des Jeunes UMP de Vaucluse).

\*\*\*\*\*

## MARDI 21 MARS

MANIFESTATIONS de lycéens : 150 à L'Isle-sur-Sorgue et 200 à Cavaillon. A Orange, ils sont 150 du LP de l'Argensol, mais leurs « méthodes plutôt énergiques » devant le lycée de l'Arc provoquent l'intervention de la police (La Provence, 22/03/06).

BLOCAGE du lycée René Char.



Première occupation de la gare



BLOCAGE de la fac d'Avignon (aucun cours ou partiel ne s'y tient mais le campus, la BU et le RU sont libres d'accès pour tous).

Une AG des personnels de l'Université d'Avignon propose le report des examens et apporte son soutien au mouvement anti-CPE et au blocage en cours (100 participants sur 500 membres du personnels).

Les étudiants organisent une opération "péage gratuit" à la sortie d'autoroute Avignon-nord.

[Le Premier ministre annonce qu'il n'acceptera « ni retrait ni suspension ni dénaturer du CPE ».]

\*\*\*\*\*

### MERCREDI 22 MARS

Dans la nuit, une douzaine de serrures de l'IUP ont été bouchées à la colle.

BLOCAGE du lycée René Char et vote du blocage au lycée agricole Pétrarque.

Rassemblement de 80 étudiants devant la mairie d'Avignon pour protester contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance.

\*\*\*\*\*

### JEUDI 23 MARS

[500 000 manifestants en France.]

OCCUPATION de l'ANPE d'Apt par des lycéens.  
OCCUPATION du lycée Victor Hugo (Carpentras).

BLOCAGE du LP Schuman et des lycées Mistral et Philippe de Girard (Avignon) ; les lycéens de Val de Durance (Pertuis) font de même et organisent une action péage gratuit.

BLOCAGE de la route de Marseille par les élèves du LP Maria Casarès.

600 lycéens d'Aubanel veulent entrer dans l'établissement pour y tenir une AG mais les grilles restent closes.

MANIFESTATION de 5 à 8 000 personnes. « Foule plus dense, slogans plus durs » (La Provence, 24/03/06).



L'un des autocollants qui jalonnaient le parcours de la manifestation le 18 mars (Amine ElKhatmi et Marie-Josée Roig) :

- Amine : « C'est vrai maman que j'suis qu'un sale démagog ? Y font que me traiter dans les manifs ! Pourtant t'as vu comme j'les ai bien baladés ! »
- Roig : « Ce ne sont que de sales rouges, la plupart des jeunes sont aussi vieux dans leur tête que toi et moi. Heureusement qu'ils se laissent encadrer et diriger par des cons de ton espèce... Tant que nous, PS-UNEF-UNL et UMP, nous contrôlons le mouvement, la survie de notre pouvoir et de notre système est assurée. Tu as tout de même quelques progrès à faire en crapulerie politicienne même si tu as déjà un bon niveau, mon canard ! »
- « Nous au moins nous croyons encore à la lutte des classes, mais nous avons choisi notre camps ! »



AG sur le parvis de la fac, présence des étudiants de l'UNI. Après l'intervention du vice-président de la fac il est décidé qu'un nouveau vote à bulletins secrets aura lieu lundi pour décider du blocage total ou non de l'université.

\*\*\*\*\*

## VENDREDI 24 MARS

Dans la nuit, deux personnes cagoulées auraient jeté deux cocktails Molotov (qui n'ont pas explosé) sur la conciergerie de la fac (à côté du portail bloqué) puis auraient mis le feu à une poubelle et à une banderole.

AG commune des lycéens de Fabre et de Victor Hugo (Carpentras).

BLOCAGE des lycées Charles de Gaulle (Apt) et l'Arc (Orange) ; levée du blocage à René Char afin de « calmer les tensions ». Vote du blocage à Aubanel.

MANIFESTATIONS à Valréas de 300 élèves du LP Ferdinand Revoul et, dans le centre-ville d'Avignon, d'une cinquantaine d'élèves du LP Maria Casares et du lycée privée St-Vincent de Paul, puis de 200 lycéens de Saint-Joseph.

A Pertuis, des élèves du collège Marcel Pagnol bloquent leur établissement, puis caillassent les flics arrivés sur place. Ayant ensuite décidé de rejoindre le lycée Val de Durance, ils sèment « le désordre sur leur passage » (*Vaucluse matin*, 25/03/06) en s'attaquant au mobilier urbain. A leur arrivée, ce sont les lycéens qui les refoulent. La police procède à trois interpellations.

[Expulsion des occupants de l'EHESS.]

\*\*\*\*\*

## 25-26 MARS

[Coordination nationale à Aix-en-Provence]

\*\*\*\*\*

## LUNDI 27 MARS

Durant le week-end les portes des locaux du MEDEF ont été « mastiquées ».

MANIFESTATION de lycéens à Valréas.

Tentative d'occupation au lycée Mistral.

BLOCAGE de la route de Marseille par les élèves du LP Maria Casares ; une voiture du journal *La Provence* est prise à partie par les lycéens (coups de bâtons, portière enfoncée).

BLOCAGE CONTRE LE VOTE A LA FAC. Alors qu'un vote à bulletin secret doit avoir lieu à l'Université d'Avignon « pour » ou « contre » le blocage, les occupants ont, dans la nuit de dimanche à lundi, bloqué les entrées de la fac avec des chaînes, des parpaings, du ciment et des amoncellements de palettes... pas de vote, pas de cours, pas de partiels, pas d'administration...

Durant la journée, plusieurs petits groupes d'opposants au blocages remontés à bloc par des militants de l'UNI stagnent devant le portail d'entrée.

En milieu de journée circule une rumeur : les opposants au blo-

cage attendraient le renfort de militants de l'UNI et du FNI (peut-être d'Aix en Provence). Une centaine de lycéens jusque-là réunis en AG devant le Palais des papes viennent donc soutenir les occupants de la fac (Amine, qui ne fréquente plus que les lycéens et les journalistes, tente de les en empêcher).

BLOCAGE d'un ministre. Dans la matinée, occupants et lycéens font le siège de l'hôtel de la Mirande où se réveille Dominique Robien, ministre des transports, en visite dans la ville. Les CRS doivent intervenir pour lui permettre d'en sortir. Les voitures officielles en route vers le Centre international des congrès sont bloquées par les manifestants qui leur jettent des poubelles dessus. Nouvelle intervention des CRS pour dégager la place de l'Horloge.

Une équipe de « *C dans l'air* », émission de France 5, vient spécialement de Paris pour filmer l'AG nocturne des occupants de la fac d'Avignon (mais seul le point « sécurité de la manif », qui n'est pas à l'ordre du jour, les intéresse). L'AG décide de les expulser (depuis le début les journalistes ne sont pas autorisés lors des AG du soir).

\*\*\*\*\*

## MARDI 28 MARS

[Plus de 3 millions de manifestants en France.]

Dans la nuit, deux « micro-attaques » de fachos ont été repoussées par les occupants de la fac.

MANIFESTATION de 1000 personnes à Carpentras.

MANIFESTATION de 26 000 personnes autour des remparts d'Avignon (forte présence de travailleurs du privé). L'Intersyndicale qui a minimisé l'ampleur de la mobilisation et préparé un parcours bien inadéquat (rue Carreterie, rue Carnot, Place du Palais) doit finalement suivre le cortège occupants/étudiants/lycéens qui part dans un autre sens (la veille, il avait été décidé de ne pas suivre le trajet prévu par les syndicats).

Après la manif, AG interpro sur la place du Palais à l'appel des occupants de la fac. Seules quelques centaines de personnes sont présentes, majoritairement des étudiants et des lycéens. Sur proposition des occupants, l'AG décide de la tenue d'AG interpro quotidiennes dans l'université occupée (tous les jours à 19 H).

MANIFESTATION SAUVAGE. L'AG décide de ne pas se disperser mais de partir en manif à travers la ville. Environ 300 personnes (étudiants, lycéens, chômeurs, salariés) déambulent pendant plusieurs heures dans le centre-ville cherchant (sans succès) à pénétrer dans l'ANPE puis dans la mairie, contournant avec succès le dispositif policier qui protège la préfecture pour gueuler sous les fenêtres du Préfet, occupant le Pont Daladier un quart d'heure, repartant en sens inverse cinq minutes, puis revenant occuper le pont où la circulation venait d'être rétablie... Parmi les slogans gueulés par les manifestants : « grève générale sauvage illimitée ! », « la retraite au berceau ! » (ou « à 36 mois » selon) « CPE on s'en fout, on veut pas bosser du tout ! », « police nationale, milice du capital ! », « grève générale jusqu'à la mort du capital ! »... si les manifestants étaient crévés, les flics n'en pouvaient plus d'être ainsi baladés en tous sens...

Un Collectif « SOS facs bloquées » (UNI et UMP) engage une procédure de référé devant le Tribunal administratif de Marseille



pour demander la réouverture de l'Université d'Avignon.

Le reportage de l'équipe de France 5 expulsée la veille est diffusé dans l'émission « *C dans l'air* » ; grâce à une belle manipulation d'images, les occupants de la fac y sont présentés comme des autistes paranoïaques individualistes.

\*\*\*\*\*

### MERCREDI 29 MARS

**BLOCAGE** du lycée Val de Durance (Pertuis). Les lycéens du LP Maria Casares demandent à l'administration l'autorisation de bloquer... Fabre et Hugo (Carpentras) suspendent l'occupation.

**LA DROITE A L'ASSAUT DE LA FAC.** Les occupants et bloqueurs de la fac d'Avignon laissent pénétrer et se réunir dans les bâtiments les membres du CA de l'Université qui doivent prendre une décision sur le report des examens.

Une manifestation d'environ 150 personnes hostiles au blocage fait face aux grilles ; il s'agit en fait d'étudiants inquiets pour leurs partiels très bien encadrés par des militants de l'UMP et de l'UNI (certains venus d'Aix) et soutenus par des militants du FNJ extérieurs à la fac. Dans la matinée, avec la complicité de membres de l'administration et d'un élu étudiant au CA (dit « *de gauche* »), une centaine de ces manifestants pénètre par surprise dans la fac et s'attaque, pincés monseigneur en mains, aux chaînes et barricades qui bloquent les entrées ; les occupants, pris de cours, préfèrent ne pas faire usage de violence pour les repousser.

Un long face à face débute alors ; les menaces et insultes à caractère raciste à l'encontre d'Amine fusent de la part des fachos. Nombre d'opposants au blocage, éccœurés, préfèrent quitter les lieux.

L'administration, qui vient de décider du report des examens en mai et de trois journées banalisées reprend, via ses vigiles, le contrôle des portes et interdit toute entrée.

Le soir, l'AG interpro décidée la veille se tient autour des grilles de l'université : les occupants enfermés à l'intérieur et des lycéens, étudiants et salariés dans la rue !

\*\*\*\*\*

### JEUDI 30 MARS

[*La coordination nationale étudiante a appelé à l'organisation de blocages de routes, autoroutes, gares etc. dans toutes le pays ce jour là.*]

**BLOCAGES** : à 7 H du matin une équipe d'occupants masqués et encagoulés bloque le principal carrefour d'Avignon (route de Marseille et Rode) par plusieurs barrages de pneus enflammés. Pendant ce temps un second groupe construit une barricade sur le boulevard devant la fac (sans parvenir à y mettre le feu).

A la même heure, d'autres personnes installent un barrage de pneus enflammés sur la RN7 à hauteur de Caumont.

Dans la matinée, les occupants barricadent le Pont Daladier puis filtrent la circulation en distribuant des tracts.

**BLOCAGE** du lycée agricole Pétrarque, du LP de Vedène et des lycées René Char (débloqué la veille), Aubanel, Maria Casares (Avignon), Benoît (L'Isle-Sur-Sorgue) et Giraud ou commence l'occupation (Carpentras).

A Mistral les cours reprennent.

AG des personnels de l'Université.

Une délégation d'occupants se rend à l'AG de l'usine Rousselot à l'Isle-sur-Sorgue.

[*Le Conseil constitutionnel valide la LEC.*]

\*\*\*\*\*

### VENDREDI 31 MARS

**BLOCAGE** du lycée (général et professionnel) Victor Hugo (Carpentras), du LP Dumas (Cavaillon), des lycées René Char, Pétrarque, Mistral (Avignon) et L'Arc (Orange). Tentative de blocage au lycée Dauphin (Cavaillon).

**BLOCAGE** du pont de l'Europe par des lycéens.

**MANIFESTATION** à Orange de 300 lycéens devant la permanence du député UMP Thierry Mariani, puis organisation d'une opération « *péage gratuit* ».

**OCCUPATION DE LA GARE.** A 12 h barbecue sur la place de l'Horloge et rendez-vous au même endroit à 13 h 30 pour les lycéens et étudiants. A la grande surprise des flics presque personnes n'est au rendez-vous... en fait un nouveau rendez-vous circule en douce : par petits groupes discrets, tout le monde se rend à la gare. A 14 H les voies sont occupées et le restent pendant une heure. Les flics dégagent les rails « *gentiment* », mais cherchent à interpellé quelques étudiants qu'ils prennent pour des leaders (ceux-ci se carapatent à travers les voies).

[*Chirac annonce dans une allocution télévisée qu'il va promulguer la LEC mais que le CPE ne sera pas appliqué en l'état.*]

\*\*\*\*\*

### 1-2 AVRIL

[*Coordination nationale étudiante à Lille. L'un des délégués d'Avignon est expulsé pendant une demi-heure de*

## MANIFESTATION

# Les collégiens sèment le trouble

### PERTUIS

Une vingtaine d'élèves du collège Marcel-Pagnol à Pertuis a tenté de rallier les lycéens anti-CPE, hier vers 13 heures. Ils ont semé le désordre sur leur passage. Les policiers ont interpellé un garçon

de 15 ans qui descendait un conteneur de collecte forçant un automobiliste à faire une embardée. Un autre de 16 ans a été arrêté pour contrôle d'identité. Après avoir découvert des cailloux dans ses poches, ils le poursuivent pour port d'arme de 6<sup>e</sup> catégorie. □

Vaucluse matin, 25 mars 2006



*l'assemblée pour avoir insulté le Bureau et l'UNEF, plusieurs délégués d'autres universités le suivent par solidarité (c'est un cas unique dans « l'Histoire » de la Coordination).]*

\*\*\*\*\*

## LUNDI 3 AVRIL

BLOCAGES de plusieurs lycées du département au petit matin : Aubanel (malgré le Bac blanc), Mistral, Robert Schuman, Philippe de Girard (à 14 h), Pétrarque (Avignon), Alexandre Dumas (Cavaillon), Giraud (Carpentras), LP de Vedène, Benoit (L'Isle-sur-Sorgue), Charles de Gaulle (Apt). Plusieurs autres lycées voient leurs cours perturbés. Les lycéens de Victor Hugo (Carpentras) votent le blocage.

Les proviseurs des lycées Mistral et Aubanel tentent de s'appuyer sur les élus lycéens du CVL (Conseil de la Vie Lycéenne) pour arrêter les blocages.

BLOCAGE du collège Arausio (Orange). Avec chaînes et barricades 300 collégiens bloquent leur établissement puis caillassent les flics qui veulent intervenir (deux policiers sont blessés) avant de partir en manif sauvage vers le centre-ville. La police procède à l'interpellation de 11 collégiens.

BLOCAGES routiers par les élèves du LP de Vedène, puis « *blocaje* » du péage d'Avignon-Nord.

AG des personnels de l'éducation nationale du Vaucluse au lycée Schuman... 25 présents.

AG a la fac 600 personnes (étudiants, lycéens ainsi que des chômeurs et quelques salariés).

OCCUPATION de la gare. Au départ de la fac, 400 personnes partent en manifestation, bloquent le carrefour de la route de Montfavet, puis le carrefour de la route de Marseille et la Porte Lambert. La manif repart et c'est la gare SNCF qui est envahie et les voies occupées. Les lycéens de Schuman qui viennent de bloquer la route de Tarascon rejoignent la manif.

TENTATIVE D'OCCUPATION d'une radio. Vers 18 h un groupe d'étudiants tente sans succès de pénétrer dans les locaux d'Avignon de RAJE afin de prendre l'antenne. Comme lors des grèves de 2003, le traitement qu'ils font du mouvement actuel montre que les dirigeants de RAJE ont très clairement choisi leur camp : celui du pouvoir.

\*\*\*\*\*

## MARDI 4 AVRIL

MANIFESTATION de 25 à 30 000 personnes à Avignon (départ de la fac, passage devant la gare SNCF, dispersion sur l'esplanade du Pont St. Bénézet).

DEBORDEMENT DE LA MANIF. Arrivés au niveau de la porte St-Dominique (près du lycée Mistral) les occupants de la fac, qui sont en tête, tentent de dévier la manif vers le centre-ville. Environ un millier de manifestants (surtout des lycéens qui étaient majoritaires à cette endroit là, mais aussi pas mal de groupes de salariés, cheminots, postiers, enseignants, retraités...) quittent le parcours officiel. Rapidement, les services d'ordre syndicaux et la police remettent de l'ordre dans tout ça

et colmatent l'hémorragie.

Ce second cortège arpenté les rues du centre-ville pendant une heure puis rejoint le gros des manifestants au Pont St-Bénézet.

AG INTERPRO. A l'issue de la manif, vers 13 h 30, a lieu à la fac une AG interprofessionnelle (à l'appel des occupants de la fac) ; 4 à 500 personnes sont présentes (beaucoup d'étudiants et de lycéens, mais bien plus de salariés que lors de la première tentative d'AG interpro du 28 mars).

L'AG vote en premier lieu et à l'unanimité l'expulsion des policiers des RG qui se trouvent dans l'amphi (ils sortent sous les hués et les rires). Le déroulement est assez fastidieux et certains spécialistes citoyennistes de gauche profitent de l'occasion pour ressortir leurs habituels discours.

L'AG procède alors à l'élaboration d'une plate-forme de revendications un peu longue et fourre-tout (tout le monde pouvant proposer des revendications au vote) : Retrait de la loi sur l'égalité des chances (CPE, apprentissage à 14 ans, travail de nuit à 15 ans...), du CNE, des Réformes Fillon sur l'Université, du protocole qui régit l'indemnisation des intermittents du spectacle... mais aussi démission du gouvernement, de Chirac, dissolution de l'assemblée nationale et la mort de la Vème République... (il n'y a semble-t-il que la « *légalisation du cannabis* » qui ait été rejetée par l'AG).

L'AG décide ensuite de la poursuite du mouvement et d'un appel à la grève générale.

Il a également été décidé que tous les soirs à 19 h aurait lieu une AG interpro à la fac d'Avignon (toujours occupée).



Blocage de la fac le 27 mars

A la suite de l'AG, une vingtaine d'étudiants et lycéens menées par Amine, bombarde d'œufs la permanence du député-maire UMP Marie-Josée Roig.

\*\*\*\*\*

## MERCREDI 5 AVRIL

BLOCAGE des lycées Fabre (200 lycéens et collégiens bloquent l'entrée) et Hugo (Carpentras).

« *Echauffourées* » aux portes du lycée Aubanel (où doit avoir lieu un Bac blanc) avec l'intervention de parents d'élèves tentant de forcer le blocage.

A Mistral, sur l'insistance de la proviseur, un vote à bulletin secret est organisé : sur 900 votants, près de 65 % se prononcent



pour la poursuite du blocage du lycée.

DEMENAGEMENT des locaux du MEDEF de Vaucluse (situés à l'extérieur d'Avignon) par 150 étudiants et lycéens (l'opération dure moins de 15 mn).

La police arrive sur les lieux alors que les manifestants se replient vers l'IUT tout proche et procède à 11 arrestations (10 lycéens et un étudiant). Une manifestation a eu lieu devant le commissariat pour soutenir les interpellés (tous sont rapidement libérés).

Les élèves du CFA voisin viennent aider au rangement du mobilier patronal...

\*\*\*\*\*

#### JEUDI 6 AVRIL

BLOCAGE des lycées Hugo, Fabre, du lycée agricole Giraud (Carpentras) et de Mistral (Avignon), tentative à Charles de Gaulle (Apt). Perturbations aux LP de Sorgues.

Vote de la reprise des cours à Pertuis et de la fin du blocage à Hugo (Carpentras).

Les grilles du collège Jules Verne (Le Pontet) ont été cadenassées dans la nuit.

Les grosses opérations de blocage de voies de communication prévues à Avignon ce matin-là ont été annulées car la situation était très tendue devant les lycées du centre-ville Mistral et Aubanel ; étudiants et lycéens ont préféré aller soutenir leurs camarades pour empêcher la reprise des cours.

BLOCAGES. Dans la matinée, une centaine de lycéens d'Avignon bloquent tout de même la circulation sur les bords du Rhône ; à Carpentras, les élèves de Fabre et Victor Hugo font de même.

AG des personnels de l'Université (60 participants) vote du « soutien aux actions étudiantes et lycéennes ».

OCCUPATION ET MANIFESTATION SAUVAGE. Après l'AG interpro du soir, 150 étudiants lycéens et salariés quittent la fac pour une manif sauvage dans le centre-ville.

Les voies de la gare SNCF sont à nouveau occupées pendant près d'une heure. La police déloge de manière assez musclée les manifestants qui ont refusé de quitter les rails (certains sont traînés sur les voies, un camarade se prend deux coups de rangers dans la tête...). Les flics tentent de séparer du groupe deux ou trois manifestants pour les interpellier mais le groupe ne se désolidarise pas et protège les camarades. Le tout au cri de « police partout justice nulle part », « police nationale, milice du capital », « grève générale jusqu'au retrait total »... mais aussi de l'original « Vive le vent, vive le vent, vive le vandalisme ! Des coups d' pieds au MEDEF et des baffes aux p'tits chefs ! ».

Après avoir entonné l'Internationale, les manifestants repartent vers le centre-ville, foutant des obstacles sur la route pour retarder les voitures de flics qui les suivent. Après un passage devant la mairie, ils vont demander (timidement) des repas aux frais de Chirac dans deux hôtels restaurants de luxe proches du Palais des papes (la Mirande et Christian Etienne)... ils repartent sans succès (mais avec comme trophée une bouteille de Cognac à 40 € le verre) et se replient vers la fac. Flics et RG n'en peuvent plus.

\*\*\*\*\*

#### VENDREDI 7 AVRIL

Les grilles du collège Jules Verne (Le Pontet) ont à nouveau été cadenassées durant la nuit.

Tentative de BLOCAGE du LP de l'Argensol (Orange). La police intervient en force mais se fait caillasser, il y a treize contrôles d'identité et deux interpellations.

Selon la police, tous sont des élèves de l'établissement, mais les lycéens « anti-CPE » préfèrent parler de l'action de « casseurs qui se sont mêlés au cortège » et, parmi les deux interpellés, différencient leur « leader » et un « casseur ».

Cours normaux aux lycées Girard, Schuman, Char (Avignon), Hugo (Carpentras), Val de Durance (Pertuis) et Dumas (Cavaillon). La fin du blocage est décidée à Pétrarque, Mistral et Aubanel (Avignon).

Manifestation devant le commissariat central d'Avignon pour protester contre la répression policière.

\*\*\*\*\*

#### SAMEDI 8 AVRIL

80 personnes (principalement des lycéens et étudiants) paralysent partiellement le centre commercial Leclerc (aux Angles).

\*\*\*\*\*

#### 8-9 AVRIL

[Coordination nationale étudiante à Lyon.]

\*\*\*\*\*

#### LUNDI 10 AVRIL

[De Villepin remplace le CPE par un dispositif renforcé d'aides financières aux entreprises qui emploient des jeunes.]

\*\*\*\*\*

#### MARDI 11 AVRIL

Reprise des cours dans les lycées.

Rassemblement devant le commissariat en soutien au responsable de Sud-étudiants convoqué chez les flics pour sa participation au déménagement du siège de l'UMP.

Pendant son interrogatoire, un second déménagement de l'UMP échoue car le rideau de fer du local est tiré. Il y a débat dans la rue sur l'opportunité d'aller déménager le local du PS, mais le nombre et l'unanimité n'y sont plus.

MANIFESTATION de 500 personnes (principalement des étudiants et des salariés de la CGT).

\*\*\*\*\*

#### MERCREDI 12 AVRIL

Rassemblement devant le commissariat d'Avignon où sont convoqués 7 lycéens ayant participé au déménagement du MEDEF (le procureur a décidé de ne pas donner suite au dossier car le MEDEF n'a pas porté plainte).



AG inter-lycées de Vaucluse à la Fac.

\*\*\*\*\*

**VENDREDI 14 AVRIL**

Dans la nuit, vu les effectifs, l'idée de lancer un nouveau blocage du lycée Benoit (L'Isle-Sur-Sorgue) est abandonnée. Tentative de blocage du lycée Mistral au petit matin (les cours débutent avec une heure de retard).

FAC EVACUEE PAR LA POLICE. A 20 h 15, une trentaine de policiers (nationaux et BAC), appuyés par les vigiles de la fac, investissent le campus et expulsent la vingtaine d'occupants qui s'y trouvent. Vu le rapport de force, il n'y a pas de résistance. Par contre, une fois dehors, les occupants-délogés posent un cadenas sur le portail de la fac, enfermant les flics à l'intérieur, puis tentent de les enfumer avec un fumigène de cheminots (au cris notamment de « *confinons les poulets !* »).

\*\*\*\*\*

**SAMEDI 15 AVRIL**

[Début de 15 jours de vacances scolaires en zone B.]

[Coordination nationale étudiante à Nancy.]

\*\*\*\*\*

**MARDI 18 AVRIL**

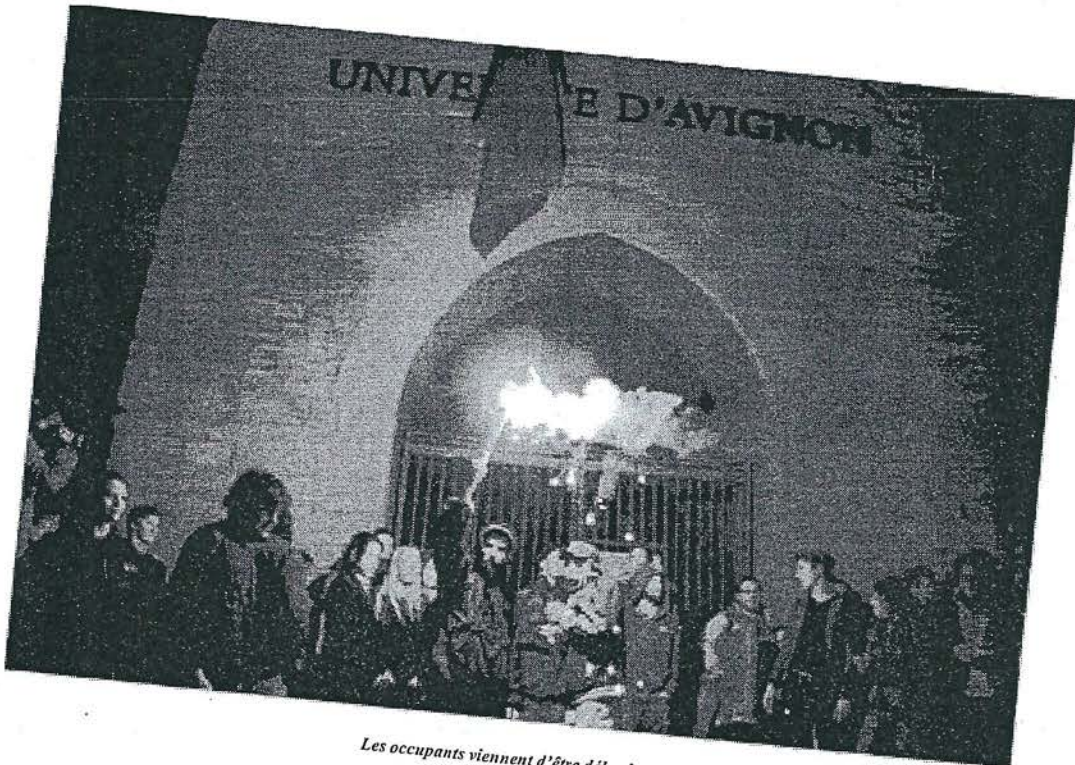
Coordination « *Grand Sud* » à Montpellier.

\*\*\*\*\*

**JEUDI 20 AVRIL**

AG dans le Verger Urbain V.

\*\*\*\*\*



*Les occupants viennent d'être délogés...*





# Vision du mouvement anti-CPE depuis Avignon

Je n'avais jamais participé à un mouvement « social » et mes connaissances en termes de grèves... étaient inexistantes. J'ai participé à ce mouvement dans le but de manifester ma haine envers cette société ; but non atteint ! J'étais au départ réticent aux actions directes au grand jour, à la confrontation directe avec d'autres personnes, au blocage si il n'était pas voté par un grand nombre d'étudiants, ce, dans le but d'éviter la violence. J'ai vite compris que si je ne dépassais pas ce cap rien ne pourrait changer.

Le mouvement sur Avignon a débuté par des AG présidées par un syndiqué UNEF (tout dans la gueule, rien dans les tripes) où seuls des syndiqués et encartés : SUD, MJS, UNEF et quelques autres personnes prenaient la parole. Suite à l'occupation de la fac votée en AG et la fuite de nombreux étudiants encartés, d'autres plus motivés se sont bougés.

Je faisais parti des personnes à vouloir tout organiser, j'ai aujourd'hui compris que c'était inutile de faire des heures de réunion et de planifier chaque journée ! J'ai apprécié l'unité de notre groupe à la fac ; même lorsqu'on n'était pas d'accord avec les décisions prises par l'AG, on suivait tous. Ça n'a pourtant pas toujours joué en notre faveur.

L'occupation de la fac sous la forme qu'elle a prise à Avignon (24h/24 avec les mêmes personnes) a montré notre détermination mais nous a empêché de prendre du recul sur les événements. L'entente a été très bonne et ça nous a permis de sortir des petites habitudes quotidiennes et du confort superflu.

La légitimité remise en cause au long du mouvement par beaucoup d'étudiants était ridicule ; tout ce qui déstabilise l'organisation mise en place est légitime et bénéfique pour la construction de quelque chose de meilleur.

Le mouvement a radicalisé les gens qui y ont pris part et ceux qui gravitaient autour, notamment par la rencontre avec des révolutionnaires « purs et durs ». J'ai de l'admiration en voyant les énervés s'affronter au keufs, faut vraiment avoir des couilles pour y aller. Plus de violence et de destruction auraient été pas mal malgré quelques ébauches : légers affrontements avec la police, démantèlements de locaux, jet de poubelles sur une voiture de député par exemple. Le mouvement sur Avignon est globalement passé pour bon enfant. La police est restée calme à Avignon. Nous avons aussi été trop conciliants face à l'administration de la fac, on ne s'est pas suffisamment imposés croyants maintenir un équilibre en notre faveur. Les gens nous ont trouvé courageux et avaient peur qu'on ne tienne pas le coup, je ne m'étais pourtant rarement senti aussi bien, libre qu'au cours du mouvement, pensant enfin servir à quelque chose. Mais ce mouvement a surtout servi d'expériences, d'apprentissage de nouvelles formes de lutte que les dirigeants redoutent.

Je n'ai aucune fierté à avoir participé au remplacement du CPE. Le mouvement m'a simplement montré que seul ce type d'actions peut faire reculer le gouvernement et qu'il en faudra bien plus pour le faire trembler pour une révolution, un changement radical de la société vers une vie meilleure. Il y a eu moins de grévistes qu'en 2003 pourtant le gouvernement a vacillé d'où l'importance de nos actions. Les syndicats commençaient à abandonner, le secrétaire départemental de la CGT n'était pas fier, il commençait à parler de miser sur le long terme, mais quelques jours plus tard le CPE était remplacé. Les connards du gouvernement ont bien vu que les étudiants ne lâcheraient rien. Des facs ont été bloqué jusqu'au 12 Mai (Reims), des lycées ont continué le blocage après le remplacement du CPE montrant une volonté de désobéissance à l'autorité et de confrontation au pouvoir et à l'ordre établi. Par leur officialité vis à vis de la société et par leurs négociations avec les dirigeants, les syndicats contribuent autant au système d'exploitation que les forces dirigeantes et ne servent qu'à canaliser les mouvements populaires. On se souviendra du délégué de Sud PTT qui nous a convaincu de ne pas bloquer le centre de tri en s'opposant nerveusement à un facteur qui en avait fait la proposition. On se souviendra aussi de la trahison des directions syndicales avec l'arrêt brutal du mouvement grâce à leur remplacement du CPE.

Mais on s'y attendait. Les coordinations nationales n'ont pas servi à grand chose, à part à se branler pour certains futurs bureaucrates. Cela dit, l'organisation a été parfaitement assumée par les facs accueillantes bloquées et ils ont géré ça indépendamment de tout parti ou syndicat (enfin je crois).

En guise de conclusion :

J'en ai appris bien plus en 2 mois de mobilisation qu'en 4 années de fac. Pour une suite aux émeutes des banlieues pauvres, les étudiants fils à papa ont à peu près assuré je trouve.

Mes idées sont plus claires (ou plus sombres), je constate plus clairement les vices de notre société : exploitation des humains par une élite et par le système capitaliste nous rendant esclaves de nos vies grâce notamment aux médias, à l'école, aux lois sécuritaires... Je vois plus clairement aussi les impasses de notre société.

Les pensées réformistes qui survivaient encore en moi sont maintenant anéanties et je n'ai plus aucune confiance en une quelconque politique officielle.

Un étudiant en 4<sup>e</sup>.





# Réponses d'une étudiante d'Avignon

Une camarade rencontrée pendant le mouvement dit anti-CPE nous a fait parvenir en mai ses réponses au questionnaire qu'a fait circuler Yves Coleman (de la revue *Ni patrie ni frontières*, [www.mondialisme.org](http://www.mondialisme.org)). Elle n'a pas répondu aux questions qui lui semblaient « trop chiantes » ou à celles dont la réponse semblait trop évidente (« *Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ?* »). Nous nous sommes contenté d'ajouter quelques notes explicatives.

## Sur la personne interviewée

- Dans quelle faculté (quel lycée) étudies-tu ?
- **Faculté d'Avignon**
- Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?
- **Non**
- Travaillais-tu à temps partiel pendant tes études ? Es-tu boursier ?
- **Non**
- Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta faculté (ton lycée) ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?
- **Je ne sais pas pour mon lycée, et pour ce qui concerne la fac il y a eut des mouvements en 2003, contre les re-formes LMD mais je n'y étais pas.**
- Y a-t-il eu des grèves dans d'autres lycées ou fac de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?
- **Plusieurs lycées étaient très mobilisés dans Avignon et les environs... la fac de Science était passablement mobilisée... les Beaux arts pratiquement pas.**



Mur de l'EHESS à Paris

- Les "émeutes" de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?
- **Un combat contre l'oppression (qu'ils ont subi de manière particulièrement violente...), même haine du gouvernement, même ras le bol général, mais les moyens d'exprimer leur colère différents ... en gros... nous sommes tous des casseurs !**
- Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?

- **Le combat a débuté sur le CPE pour la plupart, mais à force de réflexions et de discussions, tous ont compris que ce n'était qu'une arnaque de plus, et que le problème était beaucoup plus profond... la liste des revendications tu la connais hein... mais ça pourrait se résumer à « à bas le capitalisme » et tous ses effets, forcément... puis à bas la démocratie aussi, évidemment ! ;)** enfin pour moi en tout cas... pour le groupe dans son ensemble c'était évidemment plus modéré...
- Qui les a rédigées ou mises en avant ?
- **Plus ou moins tout le monde... certains tenaient plus à un point qu'à un autre... mais bon je pense pas qu'on puisse détacher quelqu'un du lot...**
- Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?
- **ça dépend de quelles revendications... c'est sur que se contenter de revendiquer la mort du CPE sans revendiquer celle du capitalisme eût été stupide...(je parle bien t'as vu...) y avait pas mal de revendications comme ça qui paraissaient inutile étant donné qu'on pouvait les raccrocher au grand tout qu'on disait rejeter dans son ensemble ... je sais pas si je suis très claire, mais bon jme comprend...**

## Sur la faculté (ou le lycée)

- Quels départements de la faculté (quelles sections du lycée) ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ?
- **La filière Droit était non seulement très peu mobilisée, mais en plus particulièrement hostile à toute mobilisation... sûrement parce qu'ils ne se considèrent pas comme des pouilleux des favelas\*, eux... ! Non plus sérieusement, sûrement parce que ceux qui vont dans cette filière sont attachés au respect des lois, de l'ordre établi... et que ça ne va pas de paire avec une remise en cause du système actuel, forcément... ! Par contre je ne vois pas de filière qui était largement plus mobilisée que les autres...**
- Combien d'étudiants (de lycéens) comporte ton établissement ?
- Quelle est la composition sociale des étudiants (des lycéens) : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, de boursiers, de salariés, etc. ?
- Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?
- Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la

\* Terme qui a été utilisé par des anti-bloqueurs pour désigner les occupants de la fac d'Avignon (il est ensuite devenu le titre d'une feuille pour le mois satirique réalisée par des étudiants bloqueurs).



faculté (du lycée) ?

- Hmm... Pierre Jourlain\* était trèèèèè présent... ;) à part lui et quelques autres les profs ont été douloureusement absents... et le personnels... je pense que la plupart nous soutenait plus ou moins...

## L'organisation de la lutte

- Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?

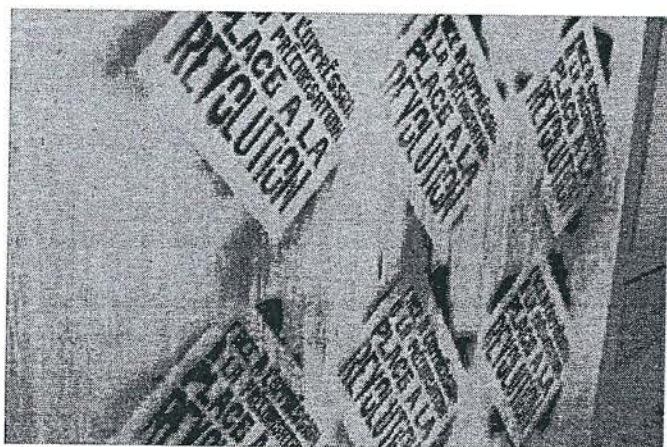
- Dans la fac ça a été les étudiants... enfin les toutes premières mobilisations c'était essentiellement la filière STAPS et les syndicats étudiants (Amine notamment, oui oui c'est un syndicat à lui tout seul ! :p)... c'est eux qui ont fait les premiers tracts, les premières AG et tout... mais après ça a été vite suivi et « repris en main » par les « non cartés » comme dirait N. [étudiant bloquéur]... enfin je crois...

- Le conflit s'est-il étendu et comment (dans le lycée ou la fac, dans la région, etc.) ?

- Ça c'est plus ou moins étendu dans la fac... les AG ont fini par être bondées, mais pour tout ce qui était actions et tout on était pas tellement nombreux... ça s'est étendu par les tracts, les AG, les discussions je suppose... le fait qu'on soutienne les lycéens les a pas mal aidé à faire passer le message je crois, mais bon ils se débrouillaient très bien tout seuls...

- Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?

- L'humour *Kalachnikov*\*\* et la BIC\*\*\* :D et peut être le fait qu'on soit arrivés à faire quelques trucs quand même malgré cette ville merdique...



Mur de l'Université de Montpellier

- Quelle influence ont eu les étudiants ou lycéens de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?

- Les étudiants et lycéens de base ?... comprend pas...

- Qui a fait les propositions ?

- Les propositions de la base ont-elles été prises en compte,

ignorées, déformées ? Comment, par qui et pourquoi ?

- Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants de ton lycée ou de ta fac, dans les entreprises, les parents d'élèves, les AT-TOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?

- Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?

- Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?

- Le collectif « SOS fac bloquée » qui était plutôt émonté... l'administration qui a enchaîné les coups bas... les fachos ont les a vu mais ils ont rien fait en fin de compte...

- Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?

- Les syndicats ... bah leur but c'était de « maîtriser » le mouvement... enfin qu'on arrête de faire des actions sans leur accord, et qu'ils mettent leur banderole et leur SO devant les cortèges... ils se bouffaient le nez entre eux pour savoir qui était à l'origine de tout ça, et faisaient tout pour calmer ce joli petit monde... en gros leur rôle c'était de casser le mouvement... sauf les organisations libertaires qui elles étaient là pour nous noyauter... )

- Qu'ont-elles fait concrètement (collectes, tracts, réunions, prêts de locaux, etc.) ?

- Que pensent les étudiants ou les lycéens de ces organisations ?

- Syndicats caca !!

- Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens (comités de grève, AG, commissions, interpro, etc.) ?

- Une vie en communauté pendant deux mois qui a plutôt bien marché... après ya eu des commissions très peu efficaces... décisions prises en AG ... organisation d'AG interpro...

- Quels problèmes ont-ils rencontrés en s'organisant ?

- Bah l'organisation justement c'était ça le GROS problème... on est jamais arrivés à s'organiser correctement, et ça a grandement limité nos actions, étant donné qu'on faisait toujours tout au dernier moment, qu'on était toujours à l'arrache... ya quelques trucs qui ont fonctionné « spontanément » mais y'en a aussi beaucoup qui ont raté à cause de ça... on a pas l'habitude du groupe, surtout quand on était 60, 80, ça commence à faire pas mal de monde... et il faut trouver un moyen de mettre des choses en place sans jamais s'imposer en décideur, en prenant l'avis de tous, en faisant avec la fatigue et le manque de motivation parfois... enfin c'est super galère quoi, je pense qu'il faut beaucoup d'expé-

\* Secrétaire du SNESup et incontournable militant de la LCR : « Pierre Jourlain arrondit ses fins de mois en faisant le prêtre-à-porter dans les mouvements gaucho-bobos avignonnais. Pierre Jourlain explique dans les AG qu'il faut « conscientiser » les ouvriers et les jeunes des cités. En gros, selon Pierre Jourlin, ce sont des gens trop bêtes pour penser par eux-mêmes ! Heureusement que Super Coco est là ! », *Le Pouilleux des favelas* n°3, mai 2006.

\*\* Feuille anarchoïde potache de très mauvais goût réalisée par des étudiants qui se sont révélés occupants et bloqueurs. Elle se caractérise par un ton provocateur et usant d'un humour à moult degrés, de blagues et jeux de mots niais (militaires) le plus souvent antisémites, racistes, homophobes, sexistes, misogynes etc. .

\*\*\* Brigade d'Intervention Clownesque créée durant le mouvement sur le modèle de la BIC de Montpellier (qui aurait attaqué une Caisse d'épargne en la caillassant de plusieurs kilos de noisettes). Ses membres (reconnaissables à leurs nez rouges) sont notamment partis nettoyer la mairie d'Avignon à coup de brosses à dents.



riences de ce type pour arriver à quelque chose qui roule, ou alors un nombre plus réduit, je sais pas...

- Quel a été le rapport entre actions " légales " et actions " illégales " ? Comment ont-elles été perçues par les grévistes, les non grévistes, etc., les salariés de la ville ?

### Effets de la lutte

- Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?

- **Alors les exams ont été reportés de quelques semaines je crois... rien de bien méchant... les profs et l'administration j'pense qu'ils sont toujours autant copains-copains... bloqueurs et anti-bloqueurs c'était très tendu sur le moment, mais après... je suis pas retournée à la fac depuis sa réouverture mais bon à part des regards méchants, et la certitude que jamais on sera pote avec ces mecs là... pas grand-chose à signaler je crois...**

- Que pensent les étudiants (les lycéens) grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés de la ville ou de la région ?

- **Je pense qu'il y en a quelques-uns qui se sont éveillés... et beaucoup (trop) qui s'accrochent encore plus à leur sommeil du juste... et ceux qui réfléchissaient déjà un peu ont approfondi tout ça, et ne sont décidément plus aptes à se rendormir ! ;)**

- Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?

- **Bof... très bof... soit ils faisaient des trucs passables, sans grand intérêt, soit ils nous enfonçaient (cf. fac story\*...)... à part quelques exceptions sûrement... ils étaient sûrement moins cons que les médias nationaux, mais en même tant c'est pas bien difficile...**

### Le déroulement de la lutte

- Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?

- Comment le moral des étudiants (lycéens) a-t-il évolué ?

- **C'était assez variable... suivant les heures de sommeil, les interventions pendant les AG, le nombre de manifestants... un pic d'euphorie le jour du vote officiel du blocage de la fac, et une descente aux enfers les jours suivant le retrait du CPE, et la fin de l'occupation...**

- Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?

- **Euuuuh noon noon... tout le monde était d'accord... ya jamais eu de souci là-dessus... nous formions un bloc ! haha la blague hein... oui pas mal de conflits... enfin c'était pas violent dans l'ensemble mais bon y'avait un peu trop de cocos pour que tout aille bien... :p je plaisante, oui donc voilà y'avait des différents entre syndiqués ou non syndiqués, entre adeptes de la violence ou modérés, cocos et totos... enfin jsais pas rien d'extraordinaire, ça vivait quoi...**

- Comment ont-ils été résolus ou affrontés (discussions, brouilles, bagarres, etc.) ?

- **Discussions...**

- Comment ont évolué les conflits personnels ou politiques entre les grévistes pendant la grève ?

### j'irai pas travailler

j'irai pas travailler j'irai pas travailler j'irai pas travailler. le travail c'est pas ma vie. ma vie c'est ma peau et l'travail c'est l'chagrin. ma peau c'est le parchemin où j'écris en petits caractères mes gros coups de cœur de gueule ou de blues. le travail c'est la gomme qui efface tout, sauf le soleil qui déchire ma couche de zone. le travail tue l'utopie tapie dans l'ombre de toi que j'ai en moi. j'irai pas travailler. le travail tue l'amour. le travail c'est la sueur au front des esclaves. l'amour c'est la fumée d'une cigarette s'évaporant d'un drap essoufflé. j'irai pas travailler j'irai pas travailler j'irai pas travailler. je veux pas me faire vider par la turlutte ouvrière. je ne poserais pas le pied sur la lune des classes. j'irai pas travailler. je veux m'étoiler en orbite dans l'aura de tes petites planètes. j'irai pas travailler.

Texte tiré du *Pouilleux des favelas*, n°3, 13 mai 2006

- Quelle est la réaction de l'administration et des enseignants après la fin de la grève ?

- **Ils ont tout cassé nos tentes et ils nous ont viré... snif... et les enseignants je sais pas, ça fait trois mois que j'en ai pas vu un... :D**

- Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?

- Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ?

- **Les cours et les exams ont repris normalement... je crois pas que les enseignants et l'administration vont être plus « souples » avec tous les étudiants qui ont manqué les cours... (eux qui sont à fond sur la souplesse et la flexibilité pourtant !!) apparemment la question d'un collectif ne se pose plus trop... mais en fait je sais pas vraiment, vu que je n'ai pas assisté aux dernières AG... mais bon même si ce n'est pas sous une forme officielle, il y a certainement des rescapés du mouvement qui continueront à informer et se mobiliser sur la fac l'année prochaine...**

### Bilan de la lutte

- Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont en vécue (forces, faiblesses, etc.) ?

- **Que ça procure un bien fou de discuter avec des gens qui te comprennent, et qui te considère pas comme une utopiste/extrémiste/terroriste... que ça fait beaucoup de bien d'agir enfin... que ça fait beaucoup de mal de voir à quel point les gens sont bornés, haineux et attachés à mort à leur vie de merde... que c'est quelque chose à vivre absolument en tout cas... j'ai rencontré les personnes les plus intéressantes et les personnes les plus éfrayantes de connerie dans ce court laps de temps, très instructif... voilà pour la force... et faiblesses... le manque d'organisation, vraiment... enfin je sais pas si il faut appeler ça l'organisation, peut être qu'en ayant une grande expérience de la lutte on a moins besoin de poser les choses, mais là... on s'est épuisés et énervés trop**

\* Titre d'un article du *Vaucluse matin* qui présentait l'occupation de la fac comme un lieu de débauches sexuelles et stupéfiantes en vase clos.



souvent pour des broutilles, et on a laissé passer pleins de choses importantes... un des points faibles aussi c'est de se laisser entraîner dans une routine de tracter, AG, manifester, et de plus prendre le temps de se poser pour continuer à réfléchir, à imaginer, à mettre en place des projets dans la durée...

- Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?
- Voir réponse précédente...
- Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?
- Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?
- Comment s'est fait le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, avec quels résultats concrets ? Des liens nouveaux et promoteurs ont-ils été tissés pour de futures luttes ?

- **Désolée mais là... pfiou... trop la flemme de réfléchir à tout ça... je zappe !**  
- Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?

- **Autant bien sûr !!!!! si ce n'est plus... :p**  
- Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?<sup>^</sup>

- **Oué elles s'en sont mis pleins les fouilles... ! l'UNI surtout, grâce aux blocages... ;) LCR ils ont du faire un bon recrutement aussi... SUD sûrement... enfin pas tellement sur Avignon en fin de compte... non ? et pour quelles raisons... pour avoir des autocollants et des bannières sûrement... j'ai jamais trop compris en fait... ! :p**

- Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à cha- que grand mouvement étudiant ou lycéen te semble-t-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?

- Elles peuvent sembler pertinentes dans le sens ou évidemment ceux qui se sont mis en lutte connaissent l'histoire de mai 68, et que c'est un évènement qui marque encore l'imaginaire de nombreuses personnes... alors oui la Sorbonne, les tags sur les murs... ça a peut être une petite inspiration soixante-huitarde... mais réduire les mouvements à des copies de 68, avec des étudiants/lycéens qui ne rêvent de qu'une chose c'est rater les cours et foutre leur bordel... non c'est ridicule... le contexte actuel n'a strictement rien à voir avec celui de 68, et ce n'est pas une envie de révolution qui passera avec l'âge, c'est un ras le bol, et une remise en cause de toute cette société qui s'exprime (du moins sur le dernier mouvement...) alors forcément ça fait peur à toutes les huiles, que ce soient les politiques, les patrons ou les journalistes, et ils ont besoin de réduire ça à la reprise d'un vieil évènement, à une envie de s'amuser ou de tout casser, à un « conflit de génération » ou je sais pas quelle connerie... ils comprennent pas ce qui se passe (ou plutôt si ils ne le comprennent que trop bien et ils ont besoin de le détruire...), ils se raccrochent à ce qu'ils peuvent, à un sujet qui a été étudié mille et une fois et sur lequel on a écrit des centaines de bouquins, là ils sont sûrs de leur coup ! enfin jsais pas je délire peut être un peu ! mais bon en tout cas à part quelques hommages à ce morceau plus qu'intéressant de l'histoire, je ne pense pas que ça ait un quelconque intérêt ou une quelconque justification de rapprocher systématiquement un mouvement étudiant ou lycéen et mai 68...



Pancarte des occupants

## « On ne lâchera jamais l'affaire »

Le CPE étant "retiré" beaucoup de gens ne comprennent pas pourquoi des irréductibles gaulois continuent la lutte. Vendredi vers 20h la milice armée du capitalisme aidé par des mercenaires sont venus nous déloger et perquisitionner tout ce qui restait dans notre habitation. Certains disent et diront: "Enfin ! Les gitans sont partis, nous allons enfin pouvoir reprendre notre local asso qu'ils ont abominablement détérioré..." Belle victoire, la classe moyenne en lutte depuis plus d'un mois s'est dit: "ça y est plus de CPE, la précarité ne nous a pas rattrapée, on ne risque plus de se faire embaucher au même titre que la population de la France d'en bas !" Mais, en signant ce type de contrat nous aurions peut-être eu ce que notre classe méritait pour avoir baissé les bras et s'être contenté de sa situation plus ou moins stable depuis quelques décennies. En effet, la locomotive est lancée à pleine vitesse et ce ne sont pas les quelques luttes menées qui vont changer grand chose (1986, 1995, 2006...). Certains dans le mouvement ne se sont pas révoltés contre le CPE, mais contre la politique globale d'un gouvernement bourgeois, d'une élite qui domine économiquement et socialement la France (les autres le savent inconsciemment). C'en est trop, et même si nous n'avons pas assez de couille (comme dirait l'autre) pour engager une lutte armée, persiste dans nos esprits l'idée d'une Révolution qui devra bien avoir lieu un jour ou l'autre. Seule la persévérance nous mènera à notre but, les gens qui disent qu'un monde où les richesses sont partagées n'existe pas ont déjà un pied dans le camps des exploités, on ne lâchera jamais l'affaire;

Texte publié sur le site des Occupants de la fac d'Avignon le 16 avril 2006

\* Les occupants ont, après le remplacement du CPE, abordée et débattue de la question de créer un « collectif », une « organisation » ou une « association » pour tenter de continuer la lutte.



# CPE ou CDI, c'est toujours le STO !

Il faut se battre pour le retrait du CPE qui n'est pas seulement une attaque contre la jeunesse mais contre l'ensemble des salariés, précaires et chômeurs. Il va entraîner une précarisation croissante des conditions de travail, et devrait ensuite être généralisée par la mise en place d'un contrat unique.

Ce CPE n'est en fait qu'un élément de la politique menée depuis des années par les gouvernements de droite (UMP) comme de gauche (PS) afin de précariser l'emploi, d'empêcher l'organisation ou la résistance des travailleurs. Nous rejetons donc ce slogan si facile : « CPE non non non ! CDI oui oui oui ! ». **Nous ne défendons pas le CDI, nous nous défendons face à une attaque du patronat et de ses sbires.** Le CDI n'est qu'un morceau de Droit, un contrat qui reflète les rapports de forces, de classes, de notre société. Le Code du travail fait partie du droit bourgeois, au service des patrons ; il accorde quelques maigres protections aux salariés pour qu'ils y croient, le défendent, et triment docilement.

Dans les boîtes, les salariés sont exploités, écrasés, précarisés par les patrons qui maintiennent l'offensive car le rapport de force est aujourd'hui en leur faveur... le Droit (ici la modification du Code du travail avec l'instauration du CPE) ne fait que transcrire sur le papier ce rapport de force entre nous, qui sommes obligés de travailler, de nous salarier, pour vivre, et eux qui nous embauchent et nous exploitent. Cela porte un nom : **la lutte des classes.**

C'est un rapport de force qui se joue chaque jours dans les entreprises, mais aussi dans la rue. A nous de l'amplifier, de l'aiguiser et d'user de la **GREVE GENERALE**, celle qui fait trembler les gouvernants, les patrons et ceux qui se croient les bergers d'un troupeau...



L'objectif commun de ceux qui nous dirigent est de permettre aux entreprises de se faire un max de blé sur notre dos : accroître leur compétitivité, leurs bénéfices dans la lutte implacable qu'elles se livrent au niveau international, quelqu'en soit le prix à payer pour les salariés... le capitalisme ne peut fonctionner qu'avec ce profit. Les politiques dites libérales mises en place par les gestionnaires du système (de droite comme de gauche et avec nécessairement des différences de style) ne visent qu'à faciliter ce profit, les capitalistes ne sont pas des philanthropes. Les mesures de régression sociale ne sont donc pas « une mauvaise politique » qu'il faudrait changer aux prochaines élections... elles sont aujourd'hui une nécessité pour le système capitaliste et ses gestionnaires. Il ne s'agit donc pas de combattre « la droite » (pour qu'en 2007 « la gauche » gagne les élections et fasse la même politique), mais bien de **rompre radicalement avec le système capitaliste et sa démocratie.**

Nous sommes en guerre, le vieux monde et ses séquelles, nous voulons les balayer, **nous n'avons rien à y défendre, rien à sauver, tout à détruire!** Leurs entreprises, leur production, leurs centrales nucléaires, leurs villes, leur civilisation, leur culture, leur parlement, leur soit-disant démocratie, leurs OGM, leurs citoyens, leurs religions, leur grippe aviaire médiatique, leur sexualité frelatée... nous ne les défendons pas ! Nous ne rêvons pas de l'auto-gérer « après la révolution », mais de le détruire au plus vite ! **Nous voulons construire autre-chose...** une société où seraient abolis, l'argent, le salariat, la valeur, l'Etat... c'est un bon point de départ pour ébaucher des trucs ensemble.

**Amnistie pour tous les émeutiers de novembre !  
Solidarité active avec tous les inculpés  
de la lutte anti-cpe !**

**POUR LA GREVE GENERALE !  
AUTONOMIE DES LUTTES !**

Les organisations qui tentent de nous encadrer (syndicats, partis, groupuscules gauchistes ou citoyens) font tout pour nous confiner dans des revendications de types économiques, partielles, et nous cloisonner dans les catégories sociales que nous imposent le système (étudiants, chômeurs, femmes au foyer, salariés, émeutiers de banlieues, sans-papiers...), elles ne remettent aucunement en question le système mais le confortent, le renforcent en cherchant un moyen pour qu'il fonctionne « mieux », crée « moins de dégâts », moins « de précarité » et gnagnagna... Il cherchent à te faire « participer », par le vote, l'action dite citoyenne, la démocratie directe et autres conneries, pour que toi aussi tu participes à la gestion de ta propre misère (financière, morale, sexuelle au choix ou tout à la fois). Refusons de marcher au pas, de réciter les slogans du mégaphone, de suivre les consignes des petits chefs (le temps de la colo est terminé), ignorons les « gentils animateurs » (qui auraient leur place dans un centre aéré ou une émission télé). Organisons nous en assemblées générales souveraines (en refusant de voir les militants PS-UNEF-UNL ou SUD-LCR occuper une estrade et monopoliser la parole), en comités d'action, groupes d'affinité, sortons des cadres, des normes et des limites qu'on nous impose, décidons par nous-même de ce qu'on va faire, de comment on va lutter et avec qui... ça ne va pas forcément foutre le système en l'air, mais au moins ça ne va pas le renforcer comme des grains de sable qui vont gripper la machine dont tous les colabos rêvent de lubrifier les rouages... Quelques grains de sable et cailloux récents : blocages d'universités avec empilement de tables et chaises, attaque d'agences d'intérim lors d'une manif (Rennes), saccage de locaux syndicaux (de l'UNI et de l'UNEF à la Sorbonne), occupation du Collège de France, déménagement et occupations de locaux de l'UMP (à quand le PS?)...



# NI CPE NI CDI!!!!

On ne combat pas l'aliénation avec des moyens aliénés



Temps de grève tant de rêves!!!

Unissons nous pour incinérer ce système!

Fuir comme la peste les petits chefs, bureaucrates et militants syndicalistes, gauchistes....



...ils veulent juste te faire adhérer à leur syndicats et voter pour leur partis, ils préparent les prochaines élections!



le pouvoir (MEDEF-UMP) compte sur eux pour t'encadrer, te contrôler, canaliser ta rage

les dictatures et les démocraties (c'est du pareil au même) ne reculent que lorsque les jeunes et les ouvriers sont dans la rue...



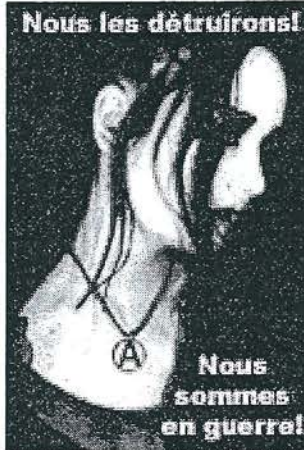
Donc, rassemblons toutes nos tribus!



leurs entreprises, leur production, leurs centrales nucléaires, leurs villes, leur culture, leur parlement, leur démocratie, leurs OGM, leurs citoyens, leurs religions, leur grippe aviaires, leur sexualité frelatée ... nous ne les défendrons pas !

Nous les détruirons!

le vieux monde et ses séquelles nous voulons les balayer, il s'agit d'être cruels...



Nous sommes en guerre!





# Des Sorbonnes partout ! dans les facs, les lycées, les usines...

CPE, ON S'EN  
FOUT, ON  
VEUT PAS  
BOSSER DU  
TOUT!

## NI CPE NI CDI !

Si nous luttons contre le CPE, nous ne défendons pas le CDI, nous nous défendons face à une attaque du patronat et de ses sbires. Le CDI n'est qu'un morceau de Droit, un contrat qui reflète les rapports de forces, de classes, de notre société. Le Code du travail fait partie du droit bourgeois, au service des patrons, il accorde quelques maigres protections aux salariés pour qu'ils y croient, le défendent, et triment docilement.

Dans les boîtes, les salariés sont exploités, écrasés, précarisés par les patrons qui maintiennent l'offensive car le rapport de force est aujourd'hui en leur faveur... le Droit (ici la modification du Code du travail avec l'instauration du CPE) ne fait que transcrire sur le papier ce rapport de force entre nous, qui sommes obligés de travailler, de nous salarier, pour vivre, et eux qui nous embauchent et nous exploitent. cela porte un nom : la lutte des classes.

Les syndicats se présentent aujourd'hui en ordre de marche, se positionnent, prêts à endosser leur costume de « partenaires sociaux », prêts à négocier l'éventuelle modification du CPE mais surtout l'instauration du contrat unique dont le CPE n'est que l'amorce, modèle qui va se trouver généralisé à l'ensemble des salariés.



## ETUDIANTS OU FLICS IL VA FALLOIR CHOISIR

La lutte anti-cpe (et limitée à cette revendication) reste pour l'instant centrée dans les facs. Sur Avignon, il semble que deux conceptions (conscientes ou pas) s'affrontent autour du rôle de l'AG et de la notion de démocratie.

L'AG perçue comme « AG des étudiants », qui s'enferme dans le catégoriel, ne peut y aboutir qu'à une scélératesse du mouvement par le rejet de tout ce qui n'est pas étudiant, replie sur des intérêts catégorielles, partiels, vision amputée... (on remarquera que cette position, si elle est de toute évidence « contre-révolutionnaire », s'oppose même aux principes de l'Université bourgeoise telle que nous la connaissons puisque celle-ci se perçoit encore un peu comme ouverte sur le monde, les cours, les bâtiments, la bibliothèque étant par principe « lieu de savoir et de culture » ouverts à tous, étudiants ou pas... ce dont a rêvé les plus réactionnaires, les fachos de tous poils, une fac fliquée et ultra-contrôlée, les soit-disant grévistes sont en train de le mettre en place mieux que des vigiles. L'obligation de montrer sa carte d'étudiant pour pénétrer dans la fac est en fait à l'initiative d'un groupe qui a décidé seul d'imposer sa vision à l'AG (qui avait décidé d'admettre en son sein les non-étudiants).

L'AG conçue comme une « AG de lutte », AG des étudiants en lutte et de ceux qui s'associent à la lutte (lycéens, enseignants, personnels atos, chômeurs, salariés... ) va au-delà du catégorielle, plus ouverte, plus efficace, plus riche, tend vers l'AG interprofessionnelle (décision d'accepter le vote des non-étudiants, vote d'une motion en soutien aux émeutiers de novembre).

## PAS D'AMELIORATION, PAS DE NEGOCIATION, RUPTURE!

Nous sommes aujourd'hui à un point critique du mouvement, soit le mouvement s'essouffle, soit le mouvement s'amplifie, les syndicats et le gouvernement en sont conscients.

Le timing gouvernemental n'a évidemment rien d'innocent, le CPE n'est en, fait qu'un contre-feux. Villepin peut tenter de proposer une modification/amélioration du CPE ou même le retirer. Mais, dans tous les cas, il va proposer, avant juin, la mise en place du « contrat unique ». D'ici là, nous seront tous, ou presque, devant la télé. Villepin aura gagné. Il ne faut donc pas se limiter au simple retrait du CPE, aux cadres catégoriels (estudiantins, public/privé...) mais être bien plus offensif.

C'est à la logique même du système qu'il faut s'attaquer!

Ce sont nos méthodes de lutte qu'il faut réviser, réinventer, sans cela mouvement entrera dans une impasse.

Contrairement à ce que nous assènent les bureaucrates, nous n'avons pas « que le pacifisme à opposer à la violence du CPE », ceux qui le clament cherchent à contenir le mouvement dans des formes qui leur semblent souhaitables, profitables, dans des formes contrôlables. Ces connards cherchent à nous imposer leur vision en fustigeant par exemple les « casseurs » qu'ils n'ont jamais vu que sur TF1 et qu'ils utilisent comme épouvantails alors qu'il s'agit juste de camarades qui n'ont pas renoncé à d'autres modes d'actions et d'expressions dans cette lutte.

C'est justement en devenant incontrôlable (pour les partis et les syndicats) que le mouvement peut devenir dangereux pour le gouvernement et le faire reculer.

Les journées de grève de 24H ou les manifestations le samedi n'ont jamais servi le mouvement, c'est toujours le « minimum syndical ».

L'appel à la grève générale interprofessionnelle est une nécessité vitale, immédiate pour la poursuite du mouvement.

Nous sommes en guerre, le vieux monde et ses séquelles, nous voulons les balayer!

Nous n'avons rien à y défendre, rien à sauver, tout à détruire!

Nous voulons construire autre-chose... une société où serait abolis, l'argent, le salariat, la valeur, l'Etat...

c'est un bon point de départ pour ébaucher des trucs ensemble.

Contrairement à ceux qui clament des slogans faciles, homophobes, sexistes et réactionnaires, Villepin nous, on a pas envie de l'enculer! On ne fait pas de nos désirs, fantasmes et pratiques sexuelles des insultes.



## LE CPE EST MORT ! A QUI LE TOUR ? CELUI DU MOUVEMENT OU DU CAPITAL ?

Contre toute attente, la peur change de camps.

Le mouvement dit « anti-CPE » est très clairement en train de faire un saut qualitatif par la généralisation de certains aspects positifs :

Dépassement du cadre des revendications strictement catégorielles. Adoption de formes décomplexées de résistances, d'actions offensives, de luttes et d'organisations.

Abandon des formes de contestation traditionnelles poussiéreuses et périmées ; rejet des manœuvres syndicales et politiques.

Qualité grandissante des discussions, richesse et multiplicité des rencontres.

La lutte entamée depuis des semaines dans la rue, les facs et les lycées ne peut donc aujourd'hui se contenter d'une journée de grève.

D'abord parce que la révolte qui grandit dépasse largement, dans sa forme et ses implications, les enjeux d'un seul nouveau type de contrat de travail. Ensuite parce que nous n'accepterons pas que les syndicats, à la traîne depuis le début du mouvement, nous dicte à nous tous, précarisés (salariés, étudiants, chômeurs et tous ceux qui n'acceptent pas les conditions qui leurs sont faites), la forme et les moyens de mener cette lutte, une lutte qui n'a jamais appartenu qu'à ceux qui se battent.

Le gouvernement joue tour à tour inflexibilité et dialogue de sourd avec les syndicats. Cette journée de mobilisation leur permet de se présenter en partenaires responsables pour donner des gages de bonnes cogestions de notre misère. Retrait ou amélioration du CPE ? Nous, on en a rien à foutre ! Nous n'avons rien à négocier, rien à quémander à ce gouvernement ou à un autre. Aucune revendication ! Nous combattons et voulons abattre le système, le capitalisme, dont ils assurent la gestion. Abolissons le capital, l'Etat, la valeur, l'argent, le salariat, les classes et tout le reste...

Nous refusons d'être convoqués une fois de plus à une nouvelle journée de mobilisation qui ne serait que l'enterrement de cette lutte. Nous voulons nous réunir dans des AG quotidiennes où les catégories sociales du capital seraient abolies, des AG de lutte où s'organiser afin de poursuivre le combat !

POUR LA GREVE GENERALE SAUVAGE ILLIMITEE

Comité pour Répandre l'Anarchie et Vivre le Communisme.

**RDV à la fin de la manif, place du Petit Palais, pour une AG de lutte rassemblant étudiants, lycéens, chômeurs, salariés.**

(A l'appel de l'AG des occupants de la fac d'Avignon)

## NI NEGOCIATION NI AMELIORATION DEMAIN MATIN, TOUS EN GREVE!



Gouvernement et syndicats sont englués dans leurs prises de positions lâches, « pas de retrait du CPE » d'un côté, « pas de négociation sans retrait du CPE » de l'autre. Il faut dépasser cette pseudo-confrontation entre gens qui ne cherchent qu'à discuter. Bureaucraties syndicales et nouveau Cartel des partis de gauche n'insistent que sur le « retrait du CPE », comme seule préalable aux négociations, exit le CNE, l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à 15 ans...

Le gouvernement se fout du CPE puisque son objectif est de mettre en place le *contrat unique* que les syndicats sont déjà prêts à négocier. Au grand dam de toute la gauche, l'état n'a aujourd'hui plus rien à lâcher parce que les conditions nécessaires à la reproduction du capital et à l'accumulation du profit ne lui permettent pas. Les bureaucraties syndicales ne rêvent que de s'asseoir à la table des négociations et craignent d'amplifier un mouvement qu'il ne pourrait contrôler.

**La seule réponse est alors le raidissement et l'inflexibilité. Nous n'avons rien à négocier, rien à quémander, rien à améliorer.** Si l'Etat, et nos conditions de vies sont de plus en plus durs, nos réactions doivent l'être aussi. Il ne peut plus y avoir de mouvements sociaux sans affrontements. Nous ne réclamons pas plus de travail, nous voulons récupérer nos vies. Nous ne voulons pas régler, rendre acceptables les antagonismes de classes mais s'en servir pour les faire péter définitivement.

Nous n'allons pas attendre la semaine prochaine pour être reconvoqués à une énième journée de dé-mobilisation.

Les confédérations syndicales ne vont pas appeler à la **grève générale** (même si certaines s'y disent prêtes), **c'est à nous, la base, de l'imposer.**

Les étudiants et lycéens parviennent tout juste à sortir de leur corporatisme mais ont ouvert la brèche, c'est à nous, salariés, précaires, chômeurs... de l'élargir.

**Dans les boîtes, les entreprises, les usines, les établissements, réunissons-nous en**

POUR LA GREVE GENERALE SAUVAGE ILLIMITEE

ATTENTION, A PARTIR DE MAINTENANT TOUT EST PERMIS !

Quelques travailleurs, précaires et chômeurs.

**POUR TOUS CEUX QUI VEULENT LUTTER**

*travailleurs, précaires, chômeurs, étudiants, lycéens...*

**AG APRES LA MANIF A LA FAC D'AVIGNON**



# 2007 ? Non merci !

« Le problème c'est qu'aujourd'hui, y en a qui croient faire la révolution par les urnes. Moi, personnellement, pffff... j'en ai rien à foutre, j'y crois pas, j'irais pas voter »

C. étudiant bloqueur, dans un bistrot



Le retrait du CPE n'est pas réellement une victoire puisqu'il a été remplacé par un nouveau contrat aidé, que le reste de la loi sur l'égalité des chances (LEC) est passé sans encombre (apprentissage dès 14 ans, travail de nuit dès 15 ans etc.), sans compter les autres revendications officielles du mouvement (lois Sarkozy...), le CNE qui reste en place... difficile de parler de victoire.

Ce qu'il faut signaler c'est que la mobilisation a tout de même obligé le gouvernement à un recul tactique. Cette reculade, orchestrée avec l'action de ses alliés objectifs que sont médias et syndicats, a permis la démobilisation. Mais, lors de ces deux mois de lutte, la rue a rappelé qu'elle conservait tout son pouvoir corrosif, l'Etat la craint et fait de son mieux pour la combattre.

Les syndicats n'ont pas trahi le mouvement après lequel ils couraient, mais ont assumé pleinement leur rôle, celui de médiateur, de canaliseur, de modérateur, de négociateur... brandissant bien haut le possible appel à une grève générale que tous les pouvoirs craignent (eux en premier). L'utilisation de grandes journées de dé-mobilisation, tout en calmant la base, était une condition nécessaire pour qu'ils se posent à tous en représentant d'un mouvement auquel ils étaient totalement étrangers.

## Les points positifs du mouvement dit anti-CPE :

- Rejet des syndicats considérés très lucidement comme inutiles et nuisibles.
- Rejet des leaders et fonctionnement collectif horizontal (parfois en se passant de délégués élus et révocables).
- Action directe au-delà du symbolique (s'attaquer à l'économie), refus des manifs pépères, planplan, de digestion.
- Utilisation de la violence, questionnement quant à son usage (contre la condamnation initiale des « casseurs » et du moindre semblant de dégradation, on en est venu à se questionner, à proclamer « nous sommes tous des casseurs ! », à parler de « réappropriation de la violence »).
- Passer outre la légalité, outre les directives de la police, les services-d'ordre syndicaux (manifs sauvages...).
- Volonté de dépasser le catégoriel. Appel à l'amnistie des « émeutiers de novembre ». Très rapidement, dans la lutte quotidienne, les actions, les AG, les étudiants ont été rejoints par les lycéens, puis de jeunes travailleurs et chômeurs. Les trois millions de manifestants, même si la reconduction de la grève n'a pas eu lieu, montrent qu'il ne s'agissait pas de soutenir, d'aider, les étudiants, mais que cette lutte était celle de tous. Travailleur et chômeurs « plus âgés » ont individuellement rejoint le mouvement. Appel à des AG interpro constant (le terme « interpro » reste pourtant encore limitatif, puisqu'il prend en compte la division capitaliste en différentes « professions » qui s'y trouveraient ainsi juxtaposées, alors qu'il aurait été bien plus percutant de les dépasser).
- Envies de dépasser le cadre revendicatif. Contre de simples réformes, conscience de se battre contre un système (le Capitalisme que certains n'osent nommer).
- Création d'espaces de vie, d'expérimentation, de solidarité, de réflexion collective.

Les acteurs du mouvement, tout comme ses adversaires, ont pris conscience que la généralisation de ces points était LE réel danger.

**La poursuite du mouvement ?** Courons-nous assez vite pour le rattraper ? C'est plutôt lui qui viendra nous chercher. Les « irréductibles » ne provoqueront pas sa réapparition, ne le referont pas revivre artificiellement par la constitution de collectifs, les gesticulations politiciennes ou l'adhésion à des syndicats et organisations politiques. Les récupérateurs, recycleurs de cadavres encore chauds préparent déjà le terrain pour Ségolène (le mélange Thatcher/Blair à la française). Les élections de 2007 ? Rien à foutre !

## GUERRE SOCIALE ! MORT AU CAPITAL ! CREVE LA DEMOCRATIE ET TUTTI QUANTI !

BIC

Brigade d'Intervention pour la Communisation et l'anarchie





# Anti -CPE : quelques questions en débat

*Ces points ont été évoqués dans divers textes et débats qui ont eu lieu depuis le mouvement contre le CPE. Il est tenté ici d'en donner un résumé synthétique qui puisse alimenter un débat sur les derniers événements.*

## Malaise dans la revendication

« *La revendication n'est plus ce qu'elle était* ». Le mouvement contre le CPE en a fourni un nouvel exemple.

Il est né d'une revendication précise (« retrait du CPE ») et pourtant très rapidement s'est exprimée l'idée que la revendication de retrait du CPE était secondaire, voire franchement sans importance. Il y a eu la tendance « Ni CPE ni CDI » qui s'est affirmée dans les tout débuts du mouvement et non comme l'effet de sa radicalisation ultérieure. Il y a eu l'occupation de l'EHESS et « l'AG en lutte ». Il y eut enfin et surtout des débats sur le travail et la précarité un peu partout. On ne peut pas dire que la position qui faisait du CPE un simple prétexte pour poser la question de la précarité, voire celle de la remise en cause du salariat dans son ensemble, était « marginale ». Bien au contraire, elle occupait une position centrale dans beaucoup d'AG et la coordination étudiante s'en est fait largement l'écho à travers les diverses plateformes qu'elle a adoptées.

Pourtant, si le mouvement a ainsi posé la question du dépassement de sa revendication de manière explicite, il ne l'a pas réalisé dans les faits : la preuve en a été fournie au moment du retrait du CPE. Après l'abandon du CPE, le mouvement s'est arrêté, tout simplement. De la même manière, s'il a été posé le fait de ne pas s'en tenir à un mouvement étudiant, le seul élargissement significatif du mouvement a été aux lycéens.

Tout se passe comme si les personnes les plus impliquées dans le mouvement (le « noyau dur » des étudiants qui participaient aux AG et aux actions) avaient été convaincues très tôt de l'impossibilité de s'en tenir à une revendication qui demeure purement réactive et dont la satisfaction, au

fond, ne change pas grand-chose. Cette conviction n'a pourtant pas gagné la grande masse de ceux qui, mollement impliqués, se sont contentés d'un soutien passif à la contestation. D'où l'impression d'un « double mouvement » qui a pu se dégager et qui a été particulièrement sensible au moment du retrait du CPE : une forte minorité impliquée continuait à s'agiter et croyait en la poursuite d'un mouvement alors que la plupart des étudiants songeaient déjà à retourner en cours.

En même temps, le retrait du CPE n'a donné lieu à aucune manifestation de joie, ni dans la rue, ni dans les facs et les AG. Comme dans tout mouvement revendicatif, la satisfaction de la revendication était à la fois une victoire et une défaite. Il est significatif que n'ait été ressentie que la défaite.

Dans le même ordre d'idée, le mouvement n'a été porteur d'aucun discours franchement positif. L'emploi garanti, le CDI, la « flex-sécurité », le crédit formation, tout ce qui aurait été le pendant réformiste du refus du CPE n'a été avancé que de manière minimale par les confédérations syndicales, refusé par la coordination et les syndicats étudiants qui sentaient que le mouvement n'était pas en phase avec de telles revendications. Le résultat est que le mouvement n'a été qu'un mouvement de refus parce qu'il ne voulait pas ce qu'il aurait logiquement dû exiger en tant que mouvement seulement revendicatif.

## Quelle précarité ?

Si le mouvement anti-CPE s'est souvent déclaré contre « la précarité » en tant que telle, la question se pose de savoir de quelle précarité il s'agit.

La « précarité » pour les syndicats, CFDT et CGT en tête, c'est la remise en cause du contrat de travail tradi-

tionnel. Est « précaire » l'emploi qui n'est pas sécurisé par une intervention étatique ou para-étatique : par le droit, par les organismes sociaux, par tout l'arsenal juridique et social - y compris les rackets des syndicats « représentatifs ». À l'inverse, un emploi peut être « flexible », il ne sera pas « précaire » si les mesures d'accompagnement négociées par les syndicats et accordées par les divers régulateurs encadrent le dispositif : c'est l'idée de la « flex-sécurité » à la française, par opposition à un marché du travail anglo-saxon régulé de manière moins interventionniste.

Cette vision de la précarité n'envisage nullement - et pour cause ! - la dimension de l'exploitation dans le rapport salarial. Un emploi en CDI ne sera pas considéré comme « précaire » quelles que soient les conditions de travail, le niveau de la rémunération, etc. Les emplois en restauration rapide, par exemple, selon cette définition, ne sont pas des emplois précaires - la société Mac Donald's, par exemple, se vante sur son site Internet que plus de 80 % des contrats de travail dans ses restaurants sont des CDI, et ce « dès la première embauche ». Par contre, un emploi de journaliste pigiste sera considéré comme « précaire » même si, dans certains cas, les niveaux de rémunération sont tels qu'il est possible pour le « précaire », même s'il n'est employé que de temps en temps, d'avoir un certain niveau de revenu à peu près garanti.

Si on ne veut plus se limiter au statut juridique du contrat de travail mais parler de la situation des prolétaires, en général, au sein du rapport d'exploitation capitaliste, alors le sens du terme de « précarité » ne peut plus être le même. La précarité ne se limite pas à la flexibilité. Elle s'inscrit aussi dans le contexte global de la baisse du coût du travail qui affecte



le prolétariat de manière très diversifiée, suivant les besoins, les qualifications, les zones, etc. Des CDI peuvent donc mener à des emplois « précaires » au sens où la situation de celui qui est employé est fragile, par exemple dans des secteurs où le turn over est massif à cause des conditions de travail et d'exploitation (call-centers, restauration rapide, grande distribution...).

Dire que le CPE pose la question de la précarité pouvait donc s'entendre de deux manières :

soit il s'agissait de la précarité formelle, juridique, de certains contrats de travail

soit il s'agissait de la précarité inhérente au rapport salarial dans le capitalisme actuel (conception plus large de la précarité et qui englobe la première)

Le problème, c'est qu'en ne dépassant pas ses deux déterminations initiales (mouvement « contre le CPE » et « mouvement étudiant ») et ce malgré sa volonté affichée, le mouvement est resté de fait un mouvement *contre l'extension de la précarité formelle aux diplômés*. Ce qui explique que ne puissent pas vraiment se reconnaître dans ce mouvement ceux qui sont sortis du système scolaire sans qualification.

### Segmentation du prolétariat

Que certains ne se soient pas reconnus dans le mouvement, c'est ce qui est apparu de manière frappante lors de la manifestation qui s'est achevée aux Invalides à Paris. Cette segmentation en groupes potentiellement antagonistes ne peut pas être interprétée comme l'opposition entre d'un côté les « jeunes des banlieues », les vrais prolétaires, et les « étudiants des classes moyennes ». D'abord parce que d'un strict point de vue sociologique les étudiants ne sont pas tous issus des classes moyennes, qu'on ait de celles-ci une approche par les revenus, par les habitudes socio-culturelles ou par la place dans les rapports de production. Beaucoup d'étudiants travaillent pour payer leurs études et toutes les filières d'études ne sont pas équivalentes : les étudiants ne forment en rien un

groupe homogène. Par ailleurs, la figure du « jeune de banlieue » a un caractère purement spectaculaire : l'identification par la casquette et les Nike n'a jamais fourni la base d'aucun groupe social cohérent et n'a jamais été à l'origine de pratiques ou de comportements unifiés.

Pourtant, il est certain qu'en ne par-



« Travail de me... » (fac de Montpellier)

venant pas à s'attaquer réellement à la précarité au sens large, comme on l'a vu, le mouvement est resté dans sa partie la plus visible un mouvement d'étudiants, c'est à dire de ceux qui mettent encore un certain espoir dans le diplôme (« dans sa partie la plus visible » par ce que le mouvement lycéen a été à la fois fort et très peu perceptible ). C'est justement parce qu'on peut de moins en moins croire à la promotion sociale par les études que certains s'attachent à défendre avec désespoir ce qu'il en reste. Pourtant, le diplôme n'est pas ou n'est plus un critère qui permet de distinguer des « nantis » et des « pauvres ». Le rapport s'est inversé : ce n'est pas avoir un diplôme qui garantit l'accès à des revenus réguliers,

mais c'est l'absence de diplôme qui garantit d'être dans la merde. Et avec ou sans diplôme il y a encore bien d'autres éléments de segmentation possible, ne serait-ce que le critère de la régularité du séjour, etc. Bref, la différenciation des situations est une constante qui pèse sur absolument tous, sans qu'on puisse définir une

catégorie « tout en bas » qui serait la seule à même de recueillir la légitimité prolétarienne.

C'est pourquoi il est important d'interpréter la segmentation comme étant celle d'un tout, le prolétariat, dont une des caractéristiques communes est justement d'être en permanence segmenté. Il ne s'agit pas là d'une position de principe qui serait destinée à nous auto persuader de sa valeur performative (parce qu'on considère que le prolétariat est un tout, il est un tout). Le raisonnement est inverse : la segmentation est telle que les catégories segmentées - que ce soit les « étudiants », les « jeunes des banlieues » ou même les « classes moyennes » - sont dépourvues des caractéristiques communes qui font qu'on pourrait les considérer comme des classes. La condition commune, c'est le

rapport au capital (la nécessité de vendre sa force de travail pour vivre et la segmentation créée par les modalités d'achat de celle-ci).

### « Mort à la démocratie »

Ce slogan taggé sur les murs de l'EHESS pose une question majeure. Ce mouvement a été, dans toutes ses composantes, profondément démocrate : et sa démocratie a été un des éléments qui a le plus puissamment contribué à le paralyser.

Le démocratisme du mouvement, c'est d'abord, dans les AG étudiantes, un formalisme caricatural et politicien. On a assez souligné, à l'AG en lutte, ce qu'on devait critiquer dans ces AG. Par exemple le « tour de pa-



role » : cette manière d'en faire une règle dont le respect formel prend le pas sur la raison d'être le transforme en un dispositif stérilisateur et permet toutes les manipulations lorsque, depuis la « tribune », on s'est arrangé pour que quelqu'un de son camp soit le dernier à parler.

Autre point plus fondamental, la volonté des minorités activistes de ne pas se couper de la masse importante et passive des étudiants qui soutenaient le mouvement sans y participer vraiment. Le vote était certes un élément de légitimation purement idéologique des blocages de facs (« ça a été voté » était l'argument définitif des bloqueurs), c'était aussi une manière pour les plus engagés de se voir comme les « représentants » d'une opinion publique étudiante qui leur était favorable.

Le résultat, c'est que pesait sur le mouvement le poids de ceux que la dynamique de la lutte elle-même ne pouvait pas faire évoluer : ceux que la lutte ne changeait pas parce qu'ils ne luttaient pas, et qui demeuraient donc sur les bases initiales d'un mouvement que sa dynamique même portait à remettre en cause.

Dans l'AG en lutte, le formalisme a été banni au profit d'un mode de débat bien plus dynamique. Le danger, c'est que cette AG qui s'est définie dans son fonctionnement comme une anti-AG étudiante ne verse dans l'apologie d'une démocratie « réelle » par opposition à la fausse démocratie du mouvement.

Le pas n'a pas été franchi mais la tentation était là. Le problème vient du fait de croire que la « libération de la parole » suffit par elle-même à assurer la caractère subversif de l'assemblée : l'expérience de l'AG en lutte a montré qu'on en était parfois loin. Défendre la démocratie « réelle », c'est penser que notre nature véritable serait enfin révélée si d'aventure on se libérait des contraintes que le système fait peser sur nous : mais se libérer de ces contraintes suppose une telle transformation qu'à la fin du processus nous ne serions plus nous-mêmes, du moins nous ne pourrions plus être ce que nous sommes dans la civilisation du Capital.

La démocratie « réelle » suppose que chacun soit individuellement comme le petit souverain de ses choix. Or, dans le cours du mouvement qui abolit l'ordre des choses, ce n'est pas ce qu'on pense ou ce qu'on est à un moment donné qui compte, mais comment les événements agissent sur nous tout autant qu'on agit sur eux. Le mouvement n'est pas qu'une affaire de choix individuels, même si ni les individus ni les choix n'en sont absents.

La démocratie, que ce soit telle qu'elle existe ou telle qu'elle devrait être, doit donc être considérée comme ce qui fige les choses en l'état et non comme ce qui permet de les modifier. La démocratie ne peut pas être autre chose qu'un mode d'organisation de l'Etat, c'est à dire, au sens strict, un mode d'organisation de ce qui est - le capitalisme.

**« Notre situation dans le capitalisme ne peut de toute façon aller qu'en empirant »**

La dernière phrase de l'« Appel de l'assemblée du 4 avril 2006 tenue à l'annexe occupée de la Bourse du travail rue de Turbigo » résume la situation du mouvement anti-CPE. Le mouvement refuse le CPE, mais ne peut pas vouloir ce

que ce refus impliquerait logiquement comme revendication positive (défense du CDI, de l'emploi garanti, de la « flex-sécurité ») car cela contredirait ce qui a en fait motivé son refus initial : la conscience aigüe d'une dégradation constante de la situation de prolétaire dans la restructuration capitaliste.

La période du « compromis fordiste » était fondée sur la promesse de sortir de la misère matérielle et l'idée surtout qu'il y avait une possibilité que les choses changent, collectivement ou individuellement, pour cette génération ou pour celle qui suivrait. Bien entendu, ce que le capitalisme offrait alors, il ne le donnait que sous la forme aliénée qui est sa plus sûre marque de fabrique : aux prolétaires, il n'a jamais vendu que de la merde. On pouvait alors avancer que la certitude de ne pas mourir de faim s'était échangée contre celle de mourir d'ennui : la situation actuelle, c'est que la certitude de mourir d'ennui est toujours là, mais qu'il n'est pas certain qu'à terme il ne faudra pas aussi mourir de faim.

En ne pouvant pas croire au retour des conditions qui furent celles d'avant la « crise », le mouvement se trouve d'emblée au pied du mur. On refuse, mais on ne propose pas le énième replâtrage ou aménagement du capital auquel on ne croit pas vraiment : c'est tout le discours de la gauche en tant que gauche du capital qui n'est plus là. Le fait qu'il soit globalement resté un mouvement de refus est le point commun le plus tangible entre le mouvement anti-CPE et la révolte de novembre.

Dans les deux mouvements, on peut toujours essayer de placer la revendication positive dans la bouche de ceux qui ont agi mais n'ont rien dit : revendication d'égalité dans le cas de novembre, revendication d'emploi garanti dans le cas du mouvement anti-CPE. Les récupérateurs font comme si ces mouvements n'avaient pas dit autre chose : le gouvernement concocte une « loi pour l'égalité des chances », les syndicats essaient de négocier leur « flex-sécurité », et le présentent comme une réponse aux événements récents. Cela ne changera rien : on croit de moins en moins à la possibilité d'aménager le capital, et ce n'est pas un hasard si le mouvement anti-CPE naît de l'opposition à une disposition de la loi sur l'égalité des chances.

Être au pied du mur, cela veut dire que si on ne croit plus qu'il y ait des aménagements possibles, il ne reste aucun espace entre la résignation et le grand saut vers une remise en cause radicale du capital. On doit accepter le capitalisme comme un tout ou le nier comme un tout. Le mouvement anti-CPE a été l'enterrement (ou plutôt un des nombreux enterrements, et il y en aura d'autres) d'un certain nombre d'illusions : le welfare, l'égalité des chances, la promotion sociale par le diplôme, etc. A-t-il été pour autant un événement annonciateur de la possibilité de son propre dépassement ? En s'en tenant à la précarité formelle des diplômés, en demeurant empêtré dans la segmentation de la classe, en restant de bout en bout démocrate, il a aussi révélé toutes ses faiblesses. C'est contre celles-ci qu'il faut s'organiser théoriquement et pratiquement.

Anonyme, sur le site de Meeting  
(<http://meeting.senonevero.net>)



## Textes et articles sur le mouvement dit anti-CPE

### SITES :

Le site des occupants de la fac d'Avignon :  
<http://etudiantspascontents84.viabloga.com>

Les sites d'information alternatifs [Indymedia.org](http://Indymedia.org)  
(divers sites pour Marseille, Paris, Grenoble, Toulouse, Nantes...)

Site de la revue théorique *Meeting* (revue internationale sur la communisation). Sur les pages « *Chronique(s) de la lutte contre le CPE* » (textes et tracts issus du mouvement) et « *Les Matériaux du prochain numéro* » (textes de réflexions postérieurs) : <http://meeting.senonevero.net>

Site commun au Réseau Echanges et mouvement et à la revue *Sans patrie ni frontière* (des textes issus du mouvement, des documents, des textes de réflexion... ) : <http://www.mondialisme.org>

Site [Infokiosques.net](http://Infokiosques.net) où l'on trouve plusieurs brochures et textes sur le mouvement dit anti-CPE <http://infokiosques.net>

### BROCHURES :

Kamo, « Mais où est passé le mouvement réel ? » (Compte-rendu. Politique, critique et subjectif d'un mandat de la Sorbonne au sujet de la Coordination Nationale Etudiante s'étant tenue à Aix-en-Provence les 25 et 26 mars 2006).

Anonyme, *Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage*, Grenoble Zanzara athée, avril 2006, p.

### ARTICLES :

« Bref bilan non exhaustif de la lutte anti-CPE, RMA, CNE... », *Solidarité*, n°23, mars 2006, p. 15-18, « Un récit de la lutte anti-CPE à Caen (mars-avril 2006) », et « Un bref bilan politique », *Solidarité*, n°24, mai 2006, p. 4-21 (journal du SIA de Caen, [s.ia@laposte.net](mailto:s.ia@laposte.net), BP 257, 14013 Caen cedex)

« La lutte à Reims » et « Mobilisation anti-CPE à Boulogne/mer. C'est notre mouvement ! », *Courant Alternatif*, n° 159, mai 2006, p. 5-6.

« Chroniques étudiantes du mouvement limougeaud », *Courant Alternatif*, n° 160, juin 2006, p. 11-16.

« Fac de Pau : un exemple de lutte autogérée », *HAR-FAR*, n°36, mai 2006, p.4-6

« Supplément mouvement dit anti-CPE », *CQFD*, n°33, avril 2006, 8 pages ([www.cequifautdetruire.org](http://www.cequifautdetruire.org))

« Le mouvement contre le CPE » (« chronologie parcellaire » et divers textes et tracts), *Cette Semaine*, n°89, été 2006, p.15-17.  
<http://cettesemaine.free.fr>



C'est en cherchant  
l'impossible que l'homme  
a toujours réalisé et  
reconnu le possible, et  
ceux qui se sont sagement  
limités à ce qui leur  
paraissait le possible  
n'ont jamais avancé  
d'un seul pas.

Bakounine.



★ J'ai 35 ans,  
Je suis en CDI Je bosse  
35 Heures par semaine.  
J'aime pas mon patron  
J'aime pas le travail  
c'est bien de lutter contre le CPE  
Mais faut pas  
S'arreter La..

